

LES HABITANTS DES ZONES URBAINES SENSIBLES D'ÎLE-DE-FRANCE ET LEUR QUARTIER

Résultats d'une enquête auprès de 2 420 habitants



2 04 002

Les habitants des Zones urbaines sensibles d'Île-de-France et leur quartier

Résultats d'une enquête auprès de 2420 habitants

Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région d'Île-de-France

15, rue Falguière - 75740 PARIS CEDEX 15 - Tél. : 01 53 85 53 85 - Télécopie : 01 53 85 76 02 -

Directeur général : François DUGÉNY

Directeur général adjoint, délégué à la stratégie et au développement : Gérard LACOSTE

Département Démographie Habitat Equipements et Gestion Locale

Directrice : Christine CORBILLÉ

Etude réalisée par Brigitte GUIGOU, avec la collaboration d'Estelle KESSELER

Avec les conseils techniques de Philippe LOUCHART et l'appui de Sandrine BEAUFILS

© **IAURIF –novembre 2005**

Crédits photo : M. BENICHOU, Brigitte GUIGOU, Marie-Anne PORTIER, Patrick THIOT/IAURIF ;
F. HADCHOU/CRIF/IAURIF ; J.C. PATTACINI/Urbaimages/IAURIF ; C. DOUSTE/BaSoH/IAURIF.

Sommaire

Introduction	4
Première partie : Une analyse thématique des résultats de l'enquête	5
1. Une appréciation globalement positive du quartier	6
2. Un point de vue critique sur la gestion	7
3. Des quartiers marqués par une image négative et une forte identité	8
4. Une appréciation positive du logement, malgré les gênes dues aux bruits des voisins	10
5. La sociabilité dans les ZUS	11
5.1. Un engagement limité dans les activités associatives	11
5.2. Une partie des habitants, particulièrement les jeunes, fortement intégrée dans des réseaux de copains	12
5.3. Une minorité qui souffre d'isolement et d'ennui	13
6. L'appréciation des aménités du quartier	13
6.1. Une insertion urbaine jugée satisfaisante	13
6.2. Une bonne couverture du quartier en services et en équipements	15
7. Perception de l'avenir et attentes par rapport au quartier	16
7.1. Des préoccupations en matière d'amélioration de la sécurité	16
7.2. Des attentes fortes concernant les améliorations à apporter au quartier	17
7.3. Une généralisation de l'incertitude et une montée de la demande de sécurité	18
7.4. Des souhaits de mobilité résidentielle proches de la moyenne des Franciliens	21
7.5. Une relative confiance par rapport au devenir du quartier	23
7.6. Des inquiétudes massives par rapport au devenir de leurs enfants	24
8. La confiance accordée aux institutions	25
8.1. Une plus grande confiance envers les institutions de proximité	25
8.2. Une faible confiance accordée aux organismes Hlm	26
8.3. Une défiance des habitants envers leurs capacités d'action collective	28
Deuxième partie : Zoom sur des catégories de ZUS et de populations	28
1. Zoom sur des catégories de ZUS	28
1.1. Des différences significatives entre Paris, la petite couronne et la grande couronne	28
1.2. Une plus forte insatisfaction des habitants des ZUS à fort taux de chômage	31

2. Zoom sur des catégories de populations _____	36
2.1. Le faible impact de la catégorie socio-professionnelle _____	36
2.2. L'influence du niveau d'études sur le rapport au quartier _____	37
2.3. La situation économique des ménages pèse sur la perception de leur quartier _____	39
2.4. Parmi les ménages avec enfants, la spécificité du point de vue des familles monoparentales _____	43
2.5. Un sentiment d'insécurité plus fort chez les femmes _____	44
2.6. Le point de vue des jeunes de 15 à 24 ans _____	45
2.7. Des différences marquées entre propriétaires, locataires du privé et locataires Hlm _____	48
Conclusion _____	52
Annexes : _____	55
Annexe 1 : Présentation de l'enquête et de son exploitation _____	55
1. Les Zones Urbaines Sensibles : définition et présentation _____	55
2. Les caractéristiques techniques de l'enquête _____	57
2.1. Le questionnaire _____	57
2.2. L'échantillonnage et le déroulement de l'enquête _____	58
2.3. L'analyse de l'enquête _____	58
Annexe 2 : Liste des sigles utilisés _____	61
Annexe 3 : Bibliographie _____	62

Liste des cartes utilisées :

Les ZUS d'Île-de-France en 2004

Liste des encadrés :

Historique sur la création des ZUS, ZRU et ZFU et principaux critères de zonage

Introduction

La politique de la ville a pour objectif d'améliorer les conditions de vie des habitants des quartiers défavorisés. Pour cela elle combine, depuis près de 30 ans, de multiples actions dans le domaine de l'accès aux services publics, de l'emploi et de l'insertion, de l'éducation, de la sécurité... L'amélioration des conditions de logement, du cadre de vie et de l'insertion urbaine est également un de ses axes de travail. Cet axe est central dans le Programme National de Rénovation Urbaine mis en place par la Loi du 1^{er} août 2003. L'intervention publique au travers de la politique de la ville et de la rénovation urbaine part de l'idée que les habitants de ces quartiers ont une perception plus négative de leur cadre de vie que le reste des Franciliens, qu'ils sont confrontés à davantage de nuisances ou à des handicaps spécifiques dans leur vie quotidienne. La politique de la ville a fait le pari d'améliorer, au travers d'actions géographiquement ciblées, la situation des quartiers défavorisés, ainsi que la perception qu'en ont leurs habitants.

12% des franciliens vivent aujourd'hui dans 157 Zones Urbaines Sensibles d'Île-de-France (ZUS). Tout en présentant des caractéristiques socio-économiques communes, ces ZUS sont différentes par leur taille, leur intégration dans le tissu urbain environnant, leur histoire ou leurs dynamiques de peuplement.

Quels sont, d'après les habitants des ZUS, les atouts et les problèmes de leur quartier ? Comment vivent-ils dans leur quartier ? Comment perçoivent-ils le devenir de leur quartier ? Autant de questions essentielles pour mieux comprendre ce qui se passe dans ces quartiers et avoir des éléments d'appréciation, en partant du point de vue des habitants, sur les effets des interventions qui y sont menées. Restituer les points de vue des habitants est d'autant plus important que ceux-ci diffèrent souvent de ceux des professionnels qui y travaillent, ainsi que de ceux des médias. Alors que se développent des démarches d'observation fondées sur des indicateurs mesurant des écarts sociaux, économiques et urbains entre ces quartiers, leurs agglomérations et les moyennes régionales, il est intéressant de développer des approches complémentaires, fondées sur la perception des habitants.

Pour restituer et mieux comprendre la diversité de points de vue des habitants, l'Iaurif a réalisé une enquête auprès de 2 420 habitants des zones urbaines sensibles d'Île-de-France.

Cette enquête vise principalement à recueillir l'avis des interviewés sur leurs conditions actuelles d'habitat et de vie dans leur quartier, sur les services, équipements et espaces qui leur sont proposés, sur l'image de leur quartier. Elle questionne les habitants sur leur cadre de vie quotidien, leurs relations sociales, la confiance qu'ils accordent aux institutions et à leurs propres capacités d'action collectives, la façon dont ils envisagent l'avenir de leurs enfants et celui du quartier ou leurs souhaits de mobilité résidentielle.

Dans un souci comparatif, le questionnaire de l'enquête reprend des questions posées dans trois enquêtes menées en Île-de-France :

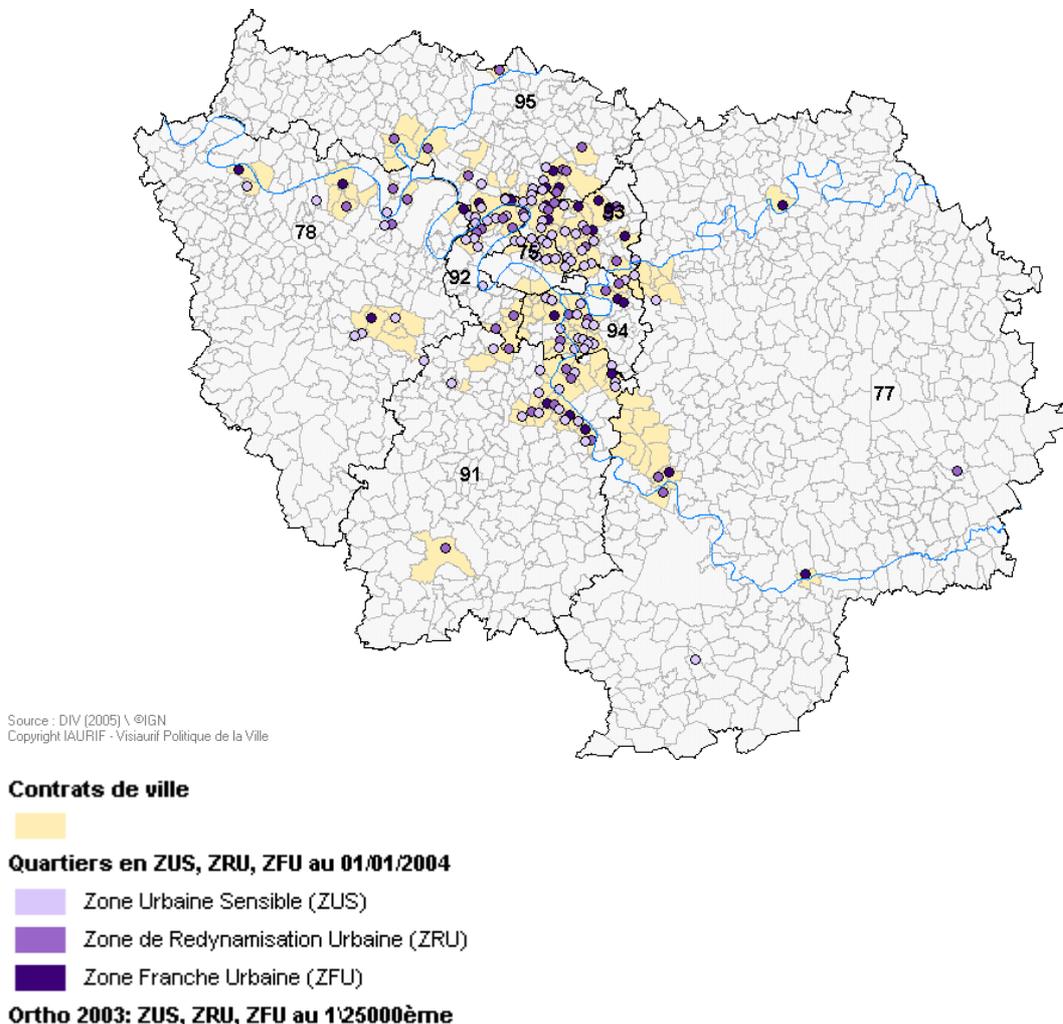
- l'enquête permanente sur les conditions de vie des ménages (EPCV) de l'Insee,
- l'Enquête Nationale Logement (ENL) de l'Insee,
- l'enquête victimation réalisée par l'Iaurif pour le Conseil Régional d'Île-de-France.

L'enquête ZUS privilégie la perception des habitants (plutôt qu'une description objective). Elle éclaire la situation ici et maintenant (plutôt qu'une approche par les trajectoires). Elle couvre un thème très large, celui du rapport au quartier et de l'appréciation du cadre de vie. Pour cerner ce thème, les questions balaient des thématiques diverses : logement, quartier, services, espaces verts, desserte, sécurité, relations sociales de proximité¹...

La première partie de ce rapport propose une analyse thématique des résultats de l'enquête². La seconde partie propose des zooms sur différentes catégories de ZUS et de populations afin de faire apparaître la diversité des points de vue. Des informations sur les ZUS d'Île-de-France ainsi que la méthodologie de l'enquête sont présentées dans l'annexe 1.

Cette enquête donne des éléments d'appréciation et d'analyse sur la perception de leur cadre de vie par les habitants des ZUS franciliennes. Ces éléments d'analyse ont pour ambition d'éclairer les interventions menées dans ces quartiers par les pouvoirs publics.

Carte 1 : Les ZUS d'Île-de-France en 2004



¹ Cette enquête n'aurait pu se faire sans les compétences techniques et statistiques de Philippe Louchart. Elle a aussi bénéficié de l'appui de Sandrine Beauflis.

² La première partie du rapport a été publiée en juin 2005, dans *Les Cahiers de l'Iaurif, Supplément habitat*, n° 39.

PREMIERE PARTIE : UNE ANALYSE THEMATIQUE DES RESULTATS DE L'ENQUETE

Dans cette première partie, nous avons opté pour une présentation générale des résultats de l'enquête auprès des habitants des ZUS d'Île-de-France. Nous avons comparé ces résultats avec ceux des enquêtes régionales portant sur des sujets similaires. Notre analyse s'est appuyée sur la méthode logit qui permet de vérifier si les écarts à la moyenne qui apparaissent dans les tris croisés sont significatifs « toute chose étant égale par ailleurs ».

1. Une appréciation globalement positive du quartier

68 % des habitants des ZUS trouvent leur quartier agréable et près de 60 % en sont satisfaits

68 % des habitants des ZUS trouvent leur quartier agréable. Le chiffre est suffisamment élevé pour être souligné. Il va à l'encontre des idées les plus communément admises sur ces quartiers. Il signifie qu'une forte majorité d'habitants des quartiers dits en difficulté trouve suffisamment de plaisir à vivre dans son quartier pour le définir comme un lieu agréable. En réponse à une autre question portant explicitement sur leur satisfaction vis-à-vis du quartier, près de 60 % des interviewés se disent satisfaits. 14 % sont très satisfaits et 45 % sont plutôt satisfaits³.

Insister sur l'appréciation positive des habitants par rapport à leur quartier ne doit toutefois pas conduire à gommer les difficultés. Présenter des taux moyens ne doit pas, non plus, conduire à oublier qu'il existe d'importants écarts à la moyenne. Qui sont les 14 % de «pas satisfaits du tout» ou les 27 % de «peu satisfaits»? Ce sont plus souvent des habitants des ZUS dont le taux de chômage est supérieur à 27 % : 56 % d'entre eux se disent insatisfaits. Ce sont aussi plus souvent des locataires du logement social (45 % d'insatisfaits) et des individus dont le ménage est dans une situation financièrement difficile (53 %).

Les ménages avec enfants sont aussi plus nombreux à être insatisfaits de leur quartier. C'est le cas pour 42 % des couples et 48 % des familles monoparentales.

Les habitants des ZUS sont toutefois plus critiques vis-à-vis de leur cadre de vie que la moyenne des Franciliens...

30 % des habitants des ZUS d'Île-de-France estiment que leur quartier n'est pas agréable à vivre. Par comparaison, les Franciliens à qui l'on a posé la même question en 2001 (EPCV 2001) sont 14 % à exprimer ce point de vue négatif sur leur quartier.

Ces résultats confirment des tendances d'ores et déjà identifiées dans des études antérieures sur l'Île-de-France : les habitants des quartiers modestes critiquent davantage leur cadre de vie. Ils recourent, sur ce point précis, les données analysées dans l'observatoire national des ZUS. «Dans les cités ou les grands ensembles, dans les ZUS des grandes agglomérations ou lorsque le chômage sévit, on enregistre de 20 % à 40 % de réponses négatives sur l'ambiance dans le quartier.» [Observatoire national des ZUS, 2004].

Ces chiffres recouvrent en fait de fortes disparités. Le niveau de chômage a une influence significative sur l'appréciation du quartier. Or il est élevé dans les ZUS d'Île-de-France. En

³ Cette question n'a pas été posée dans les autres enquêtes régionales [EPCV 2001, ENL 2002].

1999, il était de 19,6% en moyenne contre 11,5% pour la moyenne régionale (d'après les données du RGP de 1999). En 2004 il était de 21% en moyenne pour toutes les ZUS françaises, soit le double de la moyenne nationale [Observatoire National des ZUS, 2005]. L'enquête de l'Iaurif montre que les habitants des ZUS à fort taux de chômage ont une opinion beaucoup plus critique que ceux qui vivent là où le chômage est moins élevé. Le statut d'occupation du logement influe fortement sur l'appréciation du quartier : les locataires du logement social sont beaucoup plus nombreux que les propriétaires ou les locataires du privé à estimer que leur quartier n'est pas agréable. De même, l'appréciation du niveau de vie du ménage a une influence significative : ceux dont le ménage se trouve dans une situation financière difficile jugent plus souvent leur quartier peu agréable.

En revanche, des facteurs tels que la composition du ménage, le niveau d'études ou la présence d'une personne étrangère dans le ménage n'ont pas d'influence significative sur la réponse à cette question.

2. Un point de vue critique sur la gestion du quartier

Une forte sensibilité à la qualité de l'entretien et du cadre de vie

Une série de questions portait sur l'appréciation des espaces résidentiels, qui sont compris entre la porte d'entrée du logement et l'espace public du quartier.

On sait l'importance de ces lieux dans l'appréciation de l'habitat : la manière dont ils sont aménagés, entretenus et partagés avec les voisins contribue de façon décisive à l'ambiance d'un quartier. On connaît aussi les problèmes de gestion les plus fréquents rencontrés dans les espaces résidentiels des quartiers en politique de la ville : saleté, dysfonctionnements du tri-sélectif, vétusté du mobilier urbain, dégradations, épaves, inadaptation de l'éclairage, des espaces de jeux ou des cheminements aux usages... Dans de nombreux quartiers d'Île-de-France, ces dysfonctionnements sont aujourd'hui traités au travers de démarches dites de gestion urbaine de proximité. Celles-ci ont pour objectif de mieux coordonner les interventions des principaux gestionnaires (ville et bailleurs) [Guigou, 2003].

Les habitants des ZUS plus critiques que la moyenne des Franciliens

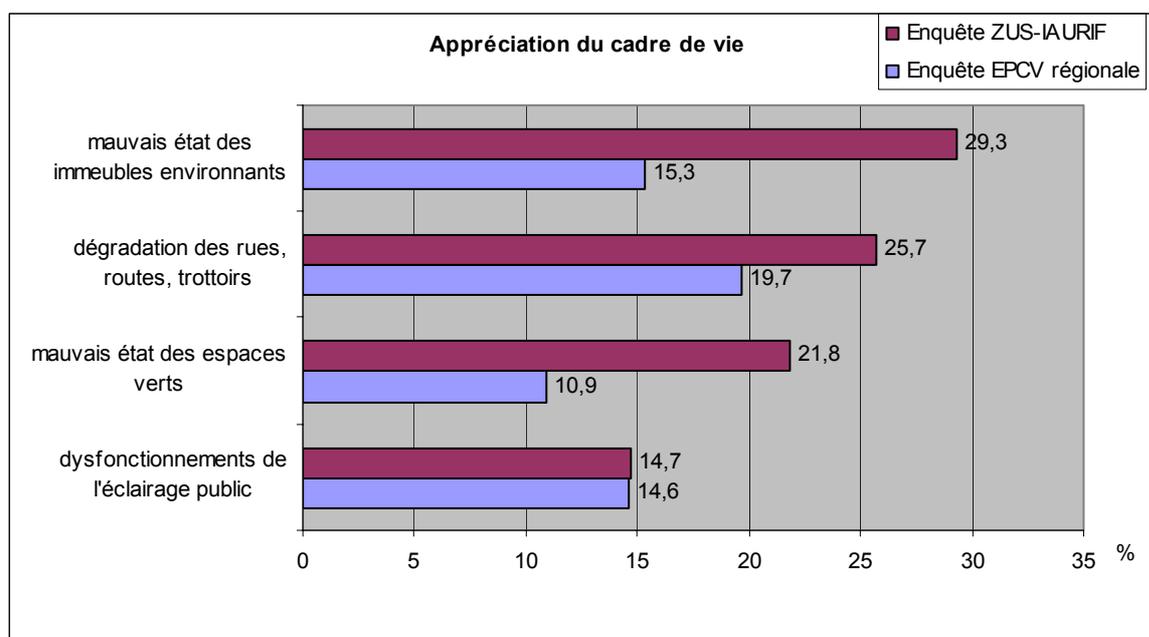
L'enquête de l'Iaurif montre qu'il existe un niveau non négligeable d'insatisfaction des habitants des ZUS par rapport à la gestion de ces espaces résidentiels.

Une partie des habitants est critique vis-à-vis de la façon dont la ville et les bailleurs gèrent au quotidien le bâti et les espaces collectifs intérieurs et extérieurs. D'autre part, l'opinion des habitants des ZUS par rapport à la gestion de ces espaces est systématiquement plus critique que celle de la moyenne des Franciliens. Les mécontentements les plus importants concernent (dans l'ordre décroissant) le mauvais état des immeubles environnants, la dégradation des rues, routes et trottoirs bordant immédiatement l'habitat, le mauvais état et les défauts d'entretien des espaces verts. Les dysfonctionnements de l'éclairage public ne sont soulignés que par 15 % des personnes interrogées, soit une proportion équivalente à la moyenne régionale.

Pour les habitants de bâtiments collectifs, les mécontentements concernent le mauvais état des parties communes de l'immeuble (29 %) et la dégradation des façades (19 %).

Les décalages entre le point de vue des habitants de ces quartiers et la moyenne régionale diffèrent d'une question à l'autre. Là encore, le fait d'habiter dans un quartier à taux de

chômage élevé, ainsi que le statut d'occupation des logements ont une influence significative. La situation financière des interviewés a aussi une importance : ceux qui ont le sentiment d'être dans une situation difficile ou d'avoir des dettes ont une perception plus négative de la gestion de leur quartier. En revanche l'impact du statut professionnel des interviewés (chômage, statut précaire ou stable) n'apparaît pas clairement. L'insatisfaction est plus marquée pour les locataires du logement social. Une situation financière fragile «amplifie», de façon significative, la perception négative de l'environnement proche.



3. Des quartiers marqués par une image négative et une forte identité

53 % des habitants des ZUS estiment que leur quartier a mauvaise réputation. 65 % jugent qu'il serait nécessaire d'améliorer l'image de leur quartier. Ces chiffres témoignent de l'existence d'un décalage entre l'image que les habitants ont et souhaitent donner d'eux-mêmes et de leur lieu de résidence et celle à laquelle ils sont confrontés au travers des médias et des regards extérieurs. La majorité des habitants ne se reconnaît pas dans l'image de son quartier.

Le regard, souvent sans nuance, porté par les médias est vécu comme une violence supplémentaire et comme une des sources de la stigmatisation des quartiers.

Les habitants des ZUS à fort taux de chômage (dont le taux de chômage est supérieur à 19 %) et ceux des ZFU sont particulièrement sensibles à l'image négative de leur lieu de résidence : environ 7 sur 10 estiment nécessaire d'améliorer l'image de leur quartier. Par ailleurs, près de la moitié des habitants des ZUS (47 %) a le sentiment que son quartier est dégradé. Ce sentiment de dégradation peut être interprété comme le résultat de dysfonctionnements dans l'entretien du bâti et des espaces. Mais il peut aussi être interprété comme l'expression d'un sentiment général de dévalorisation du quartier lié à son histoire, à la structure de la population qui y loge et y reste, aux représentations qu'en ont ses habitants et ceux qui n'y vivent pas.

Les plaintes des habitants concernant la réputation de leur lieu d'habitat témoignent, paradoxalement, de la forte identité dont dispose ce quartier à leurs yeux. Aucune des questions posées lors de l'enquête ne portait explicitement sur la perception de l'identité du quartier ou

sur l'attachement des habitants à leur quartier. Différents indices peuvent toutefois être interprétés comme des signes d'un investissement –positif ou négatif- par rapport au quartier. C'est notamment le cas des très faibles taux de réponses « ne sait pas » aux questions portant sur l'image, la réputation ou la satisfaction vis-à-vis du quartier.

Quelques vues sur les ZUS franciliennes



Un aménagement parfois minimaliste des espaces extérieurs. Source : Iaurif



Un cadre de vie souvent dégradé. Source : Iaurif



Parkings et espaces extérieurs. Source : Iaurif



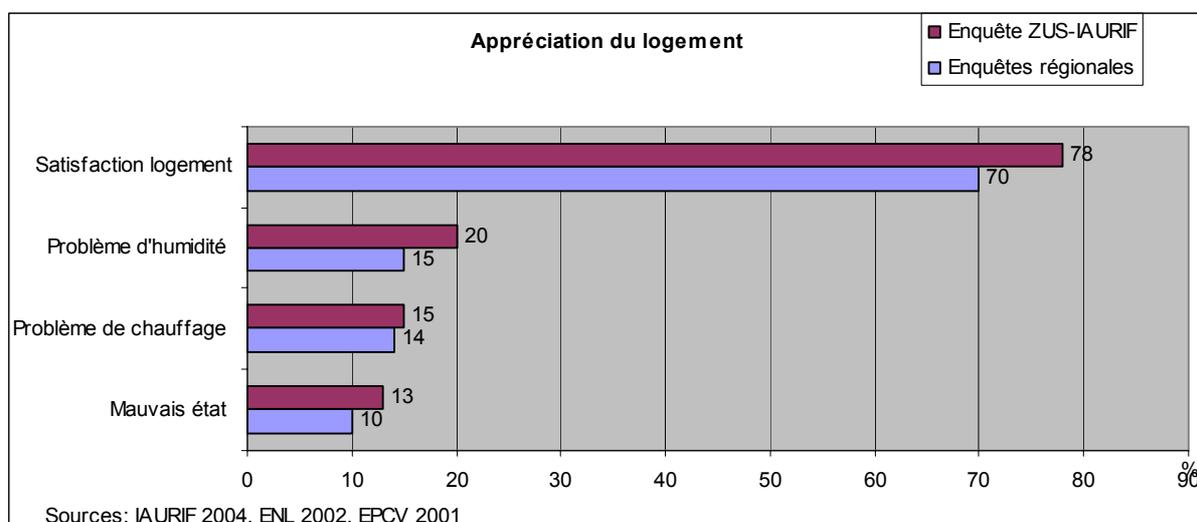
Un cadre de vie souvent dégradé. Source : Iaurif

4. Une appréciation positive du logement..., malgré des gênes dues aux bruits des voisins

L'enquête de l'Iaurif fait apparaître un taux de satisfaction particulièrement élevé par rapport au logement. La grande majorité des ménages interviewés (78 %) ont une appréciation positive de leur logement. D'après l'ENL 2002, en réponse à une question dont la formulation n'est pas exactement similaire, 70 % de l'ensemble des ménages d'Île-de-France se disent satisfaits de leurs conditions de logement. En Île-de-France, le confort des logements a fortement augmenté depuis la fin des années 70. Ceci a entraîné une augmentation de la satisfaction par rapport au logement, perceptible dès l'ENL de 1978. Depuis une dizaine d'années cette hausse s'est interrompue dans le parc social [ENL, 2004].

Rappelons que des taux élevés de satisfaction vis-à-vis de son logement ne préjugent pas d'une forte satisfaction par rapport à son lieu d'habitat. Des enquêtes antérieures ont montré que, sauf cas spécifiques de ménages mal logés, la satisfaction par rapport au logement n'est pas une indication suffisante pour comprendre le rapport d'une personne à son lieu d'habitat [Allen et al., 1999].

La moyenne de l'enquête de l'Iaurif recouvre toutefois des écarts importants. Le statut du logement (le fait d'être locataire) et la composition du ménage (le fait d'avoir des enfants) contribuent sans surprise et de façon significative à augmenter le taux d'insatisfaction par rapport au logement.



Les appréciations concernant des éléments de confort ou, au contraire, des indices de vétusté (humidité, mauvais état général, chauffage) sont globalement positives et proches des moyennes régionales.

L'humidité constitue le premier des problèmes de confort : 20 % des ménages interrogés jugent leur logement humide (contre 15 % en Île-de-France). Ils sont aussi un peu plus nombreux à trouver que leur logement est en mauvais état (13 % contre 10 % en Île-de-France). En revanche, la proportion de ménages se plaignant de problèmes de chauffage est à peu près équivalente (15 % contre 14 % en Île-de-France). Pour toutes ces questions les locataires font état d'un mécontentement plus fort que les propriétaires. Les ménages avec enfants ont aussi un point de vue plus négatif, et particulièrement les familles monoparentales. Celles-ci se

plaignent notamment de l'humidité (29 %), du chauffage (21 %), du mauvais état (21 %). De même, la probabilité de constater ces différents problèmes chez soi est plus forte parmi les ménages en difficulté financière. Ces réponses soulignent l'existence de problèmes d'utilisation des logements plus aigus pour ceux qui peinent à se conformer aux comportements normalisés qui sont attendus des locataires du logement social. Le système de ventilation mécanique contrôlé est, par exemple, peu adapté à certains modes de vie ou à des situations particulières (sur-occupation du logement, habitudes de calfeutrer le logement pour se protéger vis-à-vis de l'extérieur...). Ces problèmes résultent d'une inadéquation entre les logiques patrimoniales des bailleurs et les modes de vie d'une partie de leurs locataires.

28 % des ménages se disent gênés (souvent ou de temps en temps) par les bruits extérieurs de circulation, chemin de fer ou aéroport. Ce taux n'est pas très éloigné de la moyenne régionale (31 %). Cette bonne tolérance par rapport aux bruits extérieurs s'accompagne, en revanche, d'une forte sensibilité aux bruits des voisins. Le pourcentage de ceux qui se disent gênés par les bruits des voisins est extrêmement élevé dans les ZUS d'Île-de-France (43 %). Ils sont 31 %, en moyenne, à se dire gênés par leurs voisins dans l'enquête régionale EPCV.

Le décalage entre la perception des bruits extérieurs et la perception des bruits de voisinage montre qu'il ne s'agit pas seulement d'un problème technique d'isolation phonique ou d'un problème d'exposition à des bruits particulièrement intenses. Ces bruits sont gênants, car ils viennent rappeler à l'habitant l'hétérogénéité sociale de son voisinage. La gêne résulte de l'irruption dans l'intimité du logement de manières de vivre différentes. Ces bruits renvoient, plus ou moins consciemment, à des valeurs et des normes différentes, voire antagonistes par rapport à celles auxquelles il adhère. Ce n'est pas un hasard si les bruits de voisinage jugés les plus désagréables ne sont pas ceux d'origine technique (par exemple les bruits de canalisation), mais ceux qui évoquent l'intimité des voisins ou révèlent des modes éducatifs différents, concernant par exemple l'heure du coucher des enfants. La gêne due aux bruits des voisins vient aussi du sentiment de dépendance et d'absence de contrôle par rapport à ses voisins [Perianez, 1988]. La proportion de ménages qui se disent gênés par les bruits des voisins est supérieure chez les habitants des ZFU, les locataires Hlm et les ménages avec des problèmes financiers. La gêne liée à la pollution ou aux odeurs concerne 27 % des habitants des ZUS, soit un taux à peu près équivalent à la moyenne régionale.

5. La sociabilité dans les ZUS

5.1. Un engagement limité dans les activités associatives

L'hypothèse la plus communément avancée au travers des publications est celle d'une moindre participation aux activités associatives et d'un isolement relationnel plus important des habitants des ZUS.

Les résultats de l'enquête Iaurif confirment le moindre engagement des habitants des ZUS dans des activités associatives. La sociabilité organisée ou «formelle», construite autour de pratiques associatives, y est donc plus faiblement développée que sur le reste du territoire francilien. Une minorité (20 %) se dit membre d'une association ; le chiffre est très inférieur à la moyenne régionale de l'enquête EPCV (38 %). Ces chiffres, obtenus d'après les déclarations des habitants, sont tous deux inférieurs aux moyennes nationales avancées par l'Insee : en 2002, 45 % des personnes de 15 ans ou plus faisaient partie d'une association.

L'absence de diplôme conduit à un moindre engagement associatif. D'autres critères jouent dans le même sens, bien que dans une plus faible mesure. Les femmes sont moins impliquées

que les hommes, les emménagés récents sont moins souvent adhérents que ceux qui sont installés depuis plusieurs années. Les jeunes actifs sont aussi moins impliqués que les actifs de plus de 30 ans. Cet écart à la moyenne régionale s'explique par une pluralité de facteurs qui tiennent en partie aux caractéristiques individuelles des habitants des ZUS. Elle révèle aussi une forme d'inadaptation entre l'offre d'activités, de services, d'échanges..., proposée par les associations, et les «demandes», la plupart du temps non exprimées, de la population. Ces décalages soulignent les difficultés actuelles de construction d'une action collective et organisée des habitants de ces quartiers.

Les associations qui recueillent le plus d'adhésion sont d'abord les associations sportives (29 %) et culturelles (26 %) puis les associations de parents d'élèves (17 %), sociales (10 %), de quartiers, de locataires ou de copropriétaires (9 %), politiques et syndicales (8 %). Les autres associations (anciens combattants, religieuses...) sont rarement citées.

Un peu moins de la moitié des habitants interrogés, qu'ils soient ou non adhérents, trouvent que les associations de leur quartier sont actives. Près d'un quart pense qu'elles ne sont pas actives et le quart restant ne se prononce pas, sans doute par manque d'informations sur les actions des associations de leur quartier. En réponse à une autre question, 43 % des habitants font confiance aux associations de quartier pour améliorer la situation des quartiers en difficulté. Ceux qui ont des difficultés financières sont moins confiants dans les capacités qu'ont les associations de faire évoluer positivement la situation de leur quartier.

5.2. Une partie des habitants, particulièrement les jeunes, fortement intégrée dans des réseaux de copains

Les résultats de l'enquête Iaurif infirment l'hypothèse d'un plus fort isolement des habitants des ZUS par rapport à la moyenne régionale. De façon schématique, on peut dire que cette enquête révèle l'existence de deux catégories de pratiques et de perceptions parmi les habitants.

À la question «En dehors d'associations, faites-vous partie d'un groupe d'amis ou d'une bande de copains (ou de connaissances), dont certains se retrouvent plus ou moins souvent ?», près de la moitié des habitants interrogés (45 %) a répondu par l'affirmative. Or, ils ne sont que 37 % à avoir répondu positivement dans l'ensemble de l'Île-de-France. Cette réponse montre l'importance de liens «informels», d'intensité variable, mais impliquant nécessairement une certaine régularité, parmi les habitants de ces quartiers. C'est le cas, notamment, pour les étudiants et élèves (pour 71 % d'entre eux) et les jeunes actifs (pour 56 % d'entre eux). Cette forte sociabilité informelle s'explique sans doute par la spécificité de la pyramide des âges dans les ZUS : le nombre d'enfants et de jeunes y reste particulièrement élevé (39,6 % de moins de 25 ans). Or, c'est durant cette période que les relations amicales sont les plus denses. Celles-ci baissent ensuite en intensité au profit des relations professionnelles, qui sont maximales durant la maturité, puis au profit des relations familiales, qui sont maximales au cours du 3^{ème} âge [Grafmeyer, 1995]. D'une façon générale, les relations tendent à décroître à partir de 40 ans. Les résultats de l'enquête ZUS confirment ces tendances générales : la sociabilité est plus forte chez les jeunes de 15 à 24 ans que chez leurs aînés. Ces derniers font beaucoup plus souvent partie d'une bande de copains ou d'amis (65% contre 45% pour la moyenne). Le nombre de ceux qui déclarent faire partie d'une bande de copains ou d'amis décroît ensuite avec l'âge : 46% pour les 25-39 ans, 37% pour les 40-59 ans et seulement 32% pour les 60 ans et plus.

Dans l'enquête ZUS, c'est aussi la population la plus «intégrée» qui a tendance à un développement maximal de ces liens informels : les actifs de moins de 30 ans, ceux qui jugent

leur situation financière correcte, ceux qui ont des diplômes supérieurs, mais aussi les propriétaires et les locataires du privé.

Les deux tiers environ des personnes interviewées ont le sentiment qu'il est facile d'établir des relations avec les gens qui habitent le quartier. C'est plus particulièrement le cas des jeunes de 15 à 24 ans (72%) et des couples avec enfants. La jeunesse et la présence d'enfants favorisent la sociabilité. Certains ont plus de difficultés que d'autres pour nouer des relations : les plus de 60 ans, ceux qui sont dans une situation financière délicate ou ceux qui n'ont pas fait d'études.

5.3. Une minorité qui souffre d'isolement et d'ennui

Une minorité des habitants des quartiers en difficulté souffre pourtant d'un sentiment de solitude ou d'ennui. 13 % des personnes interrogées disent avoir éprouvé un sentiment de solitude la veille (contre 8 % pour la moyenne régionale) et 15 % un sentiment d'ennui la veille (contre 9 % pour la moyenne régionale). Même si les pourcentages restent faibles, ils sont néanmoins supérieurs aux moyennes régionales de l'enquête EPCV.

Certaines catégories de population sont particulièrement vulnérables à la solitude et à l'ennui. Comme attendu, c'est le cas des personnes seules ! C'est aussi le cas des non diplômés, des jeunes actifs en situation précaire, des personnes appartenant à des ménages d'origine étrangère et des inactifs de moins de 60 ans qui sont dans leur grande majorité des femmes au foyer.

6. L'appréciation des aménités du quartier

6.1. Une insertion urbaine jugée satisfaisante

La thématique du désenclavement est centrale dans les interventions menées dans ces quartiers à partir du début des années 1990. Après avoir été un des principaux objectifs des contrats de ville, c'est aujourd'hui un axe important des projets de rénovation urbaine.

Cette notion renvoie à des enjeux opérationnels divers et concrets (accessibilité aux centralités, aux transports en commun, aux équipements, effacement des coupures physiques...). Pour les habitants, elle ne se réduit pourtant pas à une question d'accessibilité physique du quartier, mais enchevêtre, de façon complexe, des questions d'image, de qualité urbaine, de sentiment de reconnaissance de soi et des autres... Ces différents facteurs expliquent que le vécu des habitants soit parfois décalé par rapport à la réalité géographique. En Île-de-France, la diversité est, une fois encore, le maître mot. Il n'y a rien de commun, en termes d'accès à la centralité, entre un quartier en ZUS de Paris, la cité des 3F à Gennevilliers (92), située à proximité de commerces et du terminus de la ligne de métro, et des quartiers de grande couronne comme le «Village» à Persan (95) ou la ZUP de Surville à Meaux (77).

Les perceptions des habitants des ZUS sont globalement positives :

- Rares sont aujourd'hui ceux qui estiment que leur quartier est loin de tout ; ils sont à peine 15 %. Le taux est équivalent à la moyenne régionale des Franciliens (15,5 %).
- Une très forte majorité des personnes interviewées (82 %) estiment par ailleurs que leur quartier est suffisamment proche du centre ville.

La plupart des habitants des ZUS franciliennes ont donc le sentiment que leur quartier s'inscrit dans un ensemble urbain et se situe dans une forme de continuité par rapport à un centre ville.

On peut faire l'hypothèse que la définition de ce centre est diverse et ne correspond pas nécessairement à celle des urbanistes. Cela peut être, par exemple, un grand centre commercial de périphérie.

De plus, le manque de transports en commun n'est perçu comme un problème que par une petite minorité des ménages (6 %). Précisons que 35 % des ménages interrogés n'ont pas de véhicule et sont donc dépendants des transports en commun (contre 30,83 % des ménages Franciliens d'après le recensement général de population de 1999). Si le manque de transports en commun est rarement perçu comme un problème, la qualité de ces transports l'est beaucoup plus souvent. Près d'un tiers des habitants (35 %) estime en effet nécessaire d'améliorer la qualité du service (accès, confort, fiabilité, sécurité, informations...).

Deux questions portaient sur l'appréciation de la place faite à la voiture dans le quartier. Au vu des informations disponibles, le manque de places de stationnement n'est pas un problème majeur (il est signalé par 6% seulement des interviewés). En revanche une majorité des personnes interviewées (63%) estime nécessaire d'améliorer la circulation et le stationnement dans le quartier. Ce sont sans doute des questions de respect des règles de circulation et de stationnement et des problèmes de sécurité des véhicules dans le quartier qui sont évoquées au travers de la réponse à cette question.

Quelques vues sur les ZUS franciliennes



Des aménagements récents d'espaces résidentiels qui ont contribué à améliorer la perception du quartier
Source : Iaurif



Des aménagements urbains récents qui ont contribué à améliorer la perception du quartier
Source : Iaurif

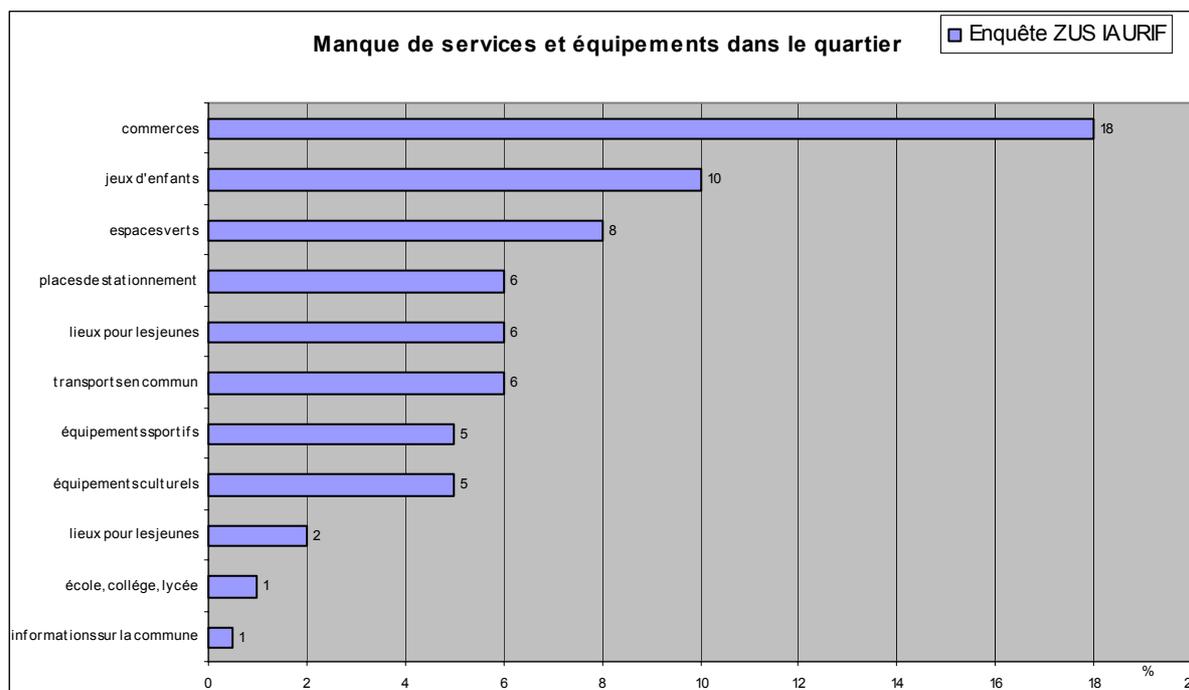
6.2. Une bonne couverture du quartier en services et équipements

Les questions sur les services et équipements ont donné lieu à des réponses assez diverses et souvent surprenantes, en fonction de la façon dont elles étaient formulées.

Le premier enseignement bouscule les idées les plus communément partagées : le manque de services et d'équipements de proximité ne constitue un problème majeur que pour une petite partie des habitants des ZUS. 17 % des ménages considèrent que le manque de commerces et d'équipements constitue un des deux problèmes les plus préoccupants de leur quartier. Lorsqu'on leur demande quels sont précisément les équipements et services qui leur manquent⁴, ce sont les commerces qui arrivent en tête (18 %). Viennent ensuite, dans l'ordre décroissant, les jeux d'enfants, les espaces verts, les places de stationnement, les lieux de rencontre pour les jeunes, les transports en commun, les équipements sportifs, les activités culturelles. Les lieux de rencontre pour les habitants (2 %), les collèges et lycées (1 %), les informations sur la commune (0,5 %) ne sont mentionnés que par une toute petite minorité. Ce sont toutefois 64 % des habitants de ces quartiers qui estiment qu'il manque au moins un équipement ou un service dans leur quartier.

⁴ Des différences méthodologiques rendent les résultats entre les enquêtes ZUS et EPCV difficilement comparables. Dans l'enquête ZUS cette question a été posée de façon ouverte, la consigne donnée à l'interviewé étant de citer trois réponses au maximum. Les réponses étaient précodées. Dans l'enquête EPCV les entretiens étaient conduits en face à face et l'interviewé devait choisir, parmi une liste qui lui était proposée, trois réponses au maximum. D'une façon générale les personnes interviewés lors de l'enquête EPCV ont signalé beaucoup plus de manques que ceux interviewés dans l'enquête Iaurif.

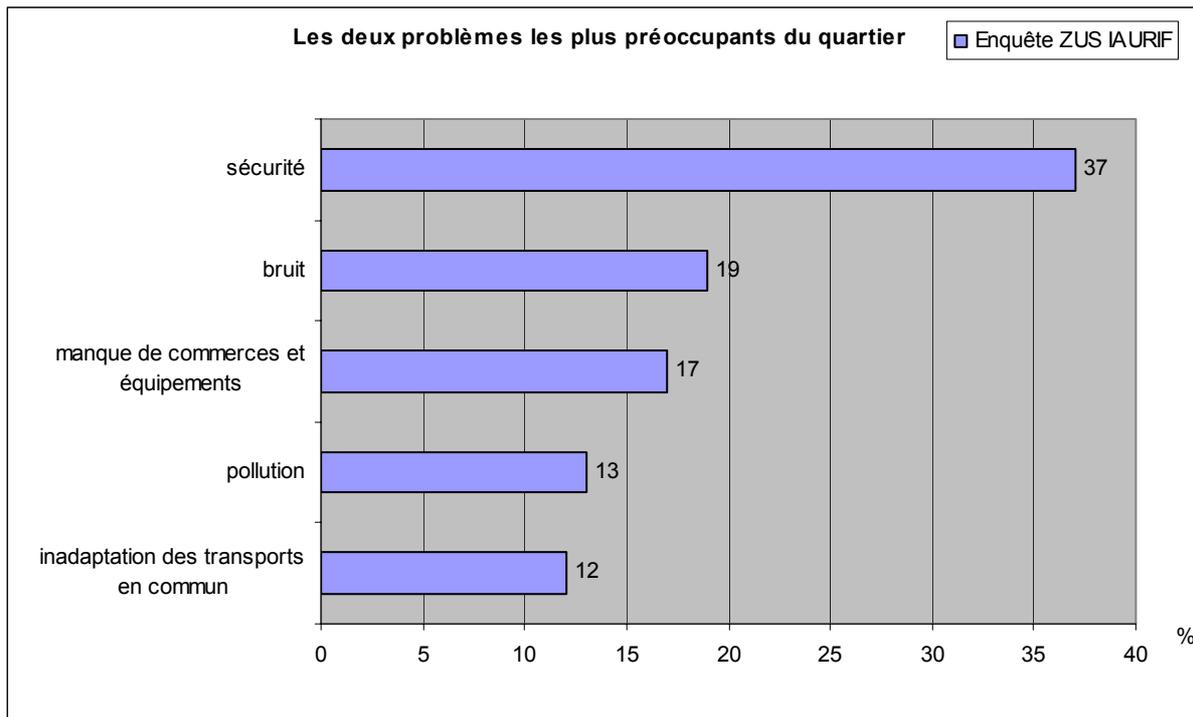
D'une façon générale, les ménages avec enfants, les diplômés de l'enseignement supérieur et les habitants des ZUS à fort taux de chômage sont les plus nombreux à identifier des manques en termes de services et d'équipements. Les points de vue varient toutefois d'un service à l'autre, révélant des différences dans les modes de vie et les attentes vis-à-vis du lieu de résidence. Les caractéristiques personnelles des interviewés (âge, composition familiale, parcours scolaire...) ont une influence significative sur l'appréciation des services et équipements du quartier. Ceux qui ont le plus de ressources économiques et culturelles (les diplômés de l'enseignement supérieur) sont plus nombreux à regretter le manque d'équipements sportifs et culturels. Comme attendu, les ménages avec enfants sont plus nombreux à déplorer le manque de jeux pour enfants (environ 16 %). Les couples avec enfants mentionnent aussi le manque de places de stationnement, sans doute parce que la voiture leur est, plus qu'à d'autres, indispensable. Les locataires du logement social ont une plus grande probabilité de se plaindre du manque de jeux pour enfants, du manque de lieux de rencontre pour les jeunes. Le fait d'habiter dans un quartier dont le taux de chômage est très élevé joue ici de manière différente selon les équipements : il «amplifie» le sentiment de manque de commerces et de lieux de rencontre pour les jeunes et il «atténue» cette probabilité pour le manque d'équipements culturels.



7. Perception de l'avenir et attentes par rapport au quartier

7.1. Des préoccupations en matière d'amélioration de la sécurité

Lorsque l'on demande aux interviewés de choisir dans une liste prédéfinie les deux problèmes qui les préoccupent le plus dans le quartier, la sécurité vient en tête. Elle est citée par plus du tiers des interviewés (37 %). Le taux est plus élevé que la moyenne régionale (25 %). Là encore, ceux qui citent la sécurité comme préoccupation majeure sont plus nombreux dans les ZUS à fort taux de chômage, dans les ZFU, parmi les locataires du parc social et parmi les couples avec enfants et les familles monoparentales.



Concernant les autres problèmes du quartier, les moyennes de l'enquête ZUS Iaurif sont très proches des moyennes régionales de l'enquête EPCV. 19 % des habitants citent le bruit comme un des problèmes du quartier (à titre indicatif se sont 20 % des ménages qui mentionnent ce problème dans l'enquête EPCV régionale). 17 % mentionnent le manque de commerces et d'équipements, 13 % la pollution et 12 % regrettent le manque d'adaptation ou le danger des transports en commun. 26 % disent n'être gênés par aucun problème particulier (32 % pour la moyenne régionale EPCV). Hormis la sécurité, les différences à la moyenne régionale sont faibles pour l'ensemble des items.

7.2. Des attentes fortes et diverses concernant les améliorations à apporter au quartier

Lorsque l'on demande aux habitants s'ils estiment nécessaire d'améliorer différents thèmes susceptibles de poser problème dans leur quartier, les attentes sont nombreuses. De nombreux thèmes obtiennent des scores élevés⁵.

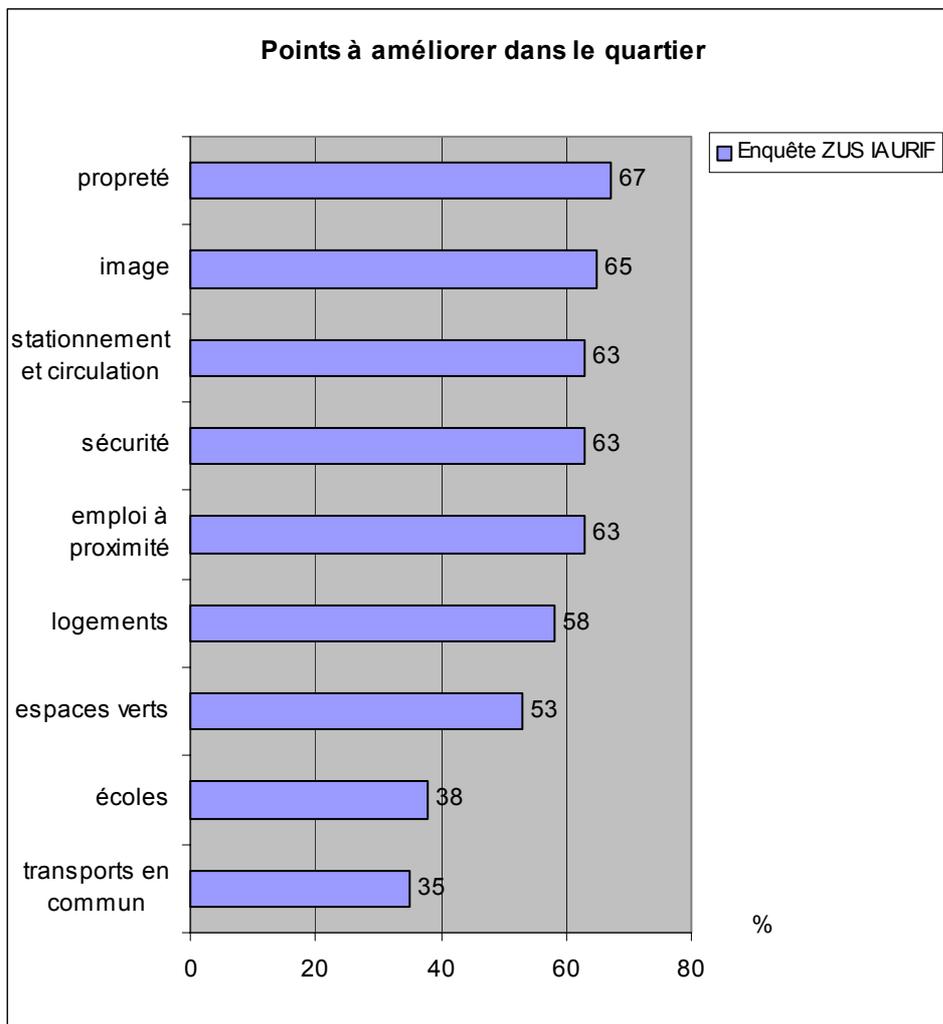
La propreté vient en tête avec 67 % de réponses positives. Elle est suivie de peu par l'image (65 %), la sécurité, le stationnement et la circulation, l'emploi à proximité (63 %), les logements (58 %), les espaces verts (53 %). Puis, de façon moins fréquente, sont cités les écoles (38 %) et les transports en commun (35 %).

Des enquêtes plus anciennes [BIPE-CDC, 1999] avaient déjà relevé l'attention que les habitants des quartiers en difficulté accordaient à la propreté. Les habitants des ZUS à fort taux de chômage sont beaucoup plus nombreux à souhaiter une amélioration sur ce point : ils sont 78 % là où le chômage est supérieur à 27 % et 68 % lorsque le chômage oscille entre 22 et 27 %. Deux autres facteurs contribuent à accroître les chances de répondre par l'affirmative à

⁵ La formulation de la question (possibilité de répondre oui à tous les items) a contribué au score élevé de réponses positives. Nous avons comptabilisé les réponses « oui, tout à fait » et « oui, plutôt ».

cette question : le fait d'habiter dans son logement depuis plus de deux ans et le fait d'être locataire.

Le fait d'avoir des enfants sensibilise à la qualité de certains services et conduit plus souvent à souhaiter une amélioration de l'école, du logement et de l'emploi à proximité (seulement dans les familles monoparentales). Ceux qui estiment nécessaire d'améliorer le logement sont plus souvent des familles avec enfants, soit des familles monoparentales (64 %), soit des couples (60 %). Ce sont aussi plus souvent des habitants de ZUS à fort taux de chômage (67 %), des personnes dont la situation financière est difficile (72 %) et des locataires du privé (62 %) ou du public (61 %). Comme nous l'avons déjà souligné, ce sont sans doute des problèmes d'inadaptation des logements aux modes de vie de familles avec enfants ou en situation précaire qui sont signifiés au travers de ces réponses. La nécessité d'améliorer l'école est citée par plus du tiers des habitants.



7.3. Une généralisation de l'incertitude et une montée de la demande de sécurité

La sécurité est aujourd'hui une aspiration incontournable et légitime des habitants. C'est aussi un des critères de qualité de l'habitat. Dans les ZUS, le sentiment d'insécurité, identifié à partir de la préoccupation par rapport à la sécurité dans le quartier, est plus important qu'en Île-de-France.

37 % des ménages citent le manque de sécurité parmi les deux problèmes qui les préoccupent le plus dans le quartier. 42 % des individus interrogés pensent que le quartier n'est pas sûr (à titre indicatif le taux est de 22 % pour la moyenne régionale EPCV). Toutes choses égales par ailleurs, les habitants des ZUS à fort taux de chômage (supérieur à 19 %) ont une plus forte probabilité de se sentir en insécurité dans leur quartier⁶. Certains se sentent davantage en insécurité que d'autres : les femmes plus que les hommes, ceux qui sont en situation économique précaire plus que ceux qui sont en situation stable ou favorable, les locataires du logement social plus que les locataires du privé ou les propriétaires. Dans l'enquête victimation réalisée par l'Iaurif en 2003, les locataires du logement social se distinguaient nettement de la moyenne de l'échantillon des Franciliens. Ils étaient toujours beaucoup plus nombreux que les locataires du privé et les propriétaires à identifier dans leur quartier des problèmes de drogue, de vandalisme et de «bandes de jeunes». Dans l'enquête ZUS de l'Iaurif, 18 % des ménages disent s'être sentis en insécurité à leur domicile (souvent ou de temps en temps). À titre indicatif, dans l'enquête de victimation de l'Iaurif de 2003, 9 % des Franciliens (de 15 ans ou plus) se sentaient en insécurité à leur domicile. 29 % des habitants des ZUS disent avoir peur lorsqu'ils se déplacent le soir, seuls, dans leur quartier⁷.

Les catégories les plus vulnérables sont les habitants des quartiers aux taux de chômage les plus forts, les femmes et les personnes en difficultés financières. La lecture de ces résultats met en évidence un sentiment d'insécurité plus important dans les ZUS que dans l'ensemble de l'Île-de-France.

Ce sentiment n'est pas nouveau et a donné lieu à des interventions concrètes depuis une dizaine d'années. La montée des attentes de sécurité s'est traduite, dans les quartiers en politique de la ville, par une palette de mesures allant du renforcement de la «présence humaine» (gardiens, flotiers...) à la mise en place de dispositifs de clôture et de privatisation des parties communes (digicode, interphone). Aujourd'hui, les opérations de résidentialisation inscrites dans les projets de rénovation urbaine sont conçues comme des réponses aux problèmes de sécurité. Ces interventions n'ont manifestement pas totalement répondu aux attentes de sécurité, toujours présentes, des habitants.

Le lien entre sentiment d'insécurité et victimation réelle est complexe. Pour simplifier, on dira qu'il existe, sans être pour autant ni mécanique ni exclusif. Les conclusions du rapport de l'Observatoire national des ZUS de 2004 faisaient état de victimations significativement plus fréquentes dans les ZUS sur les vols de voiture et le vandalisme et, pour les hommes uniquement, sur les agressions. Pour les autres victimations (vols personnels ou cambriolages), les différences ne semblaient pas significatives. D'après le rapport de 2005 la « sur-délinquance constatée en ZUS est plus prononcée pour les actes de vandalisme, certains actes de violence aux personnes ou certaines catégories de vols (avec ou sans violence). La fréquence des vols simples dans les lieux ou locaux publics est par contre plus faible en ZUS que dans les territoires qui les environnent » [Observatoire national des ZUS, 2005].

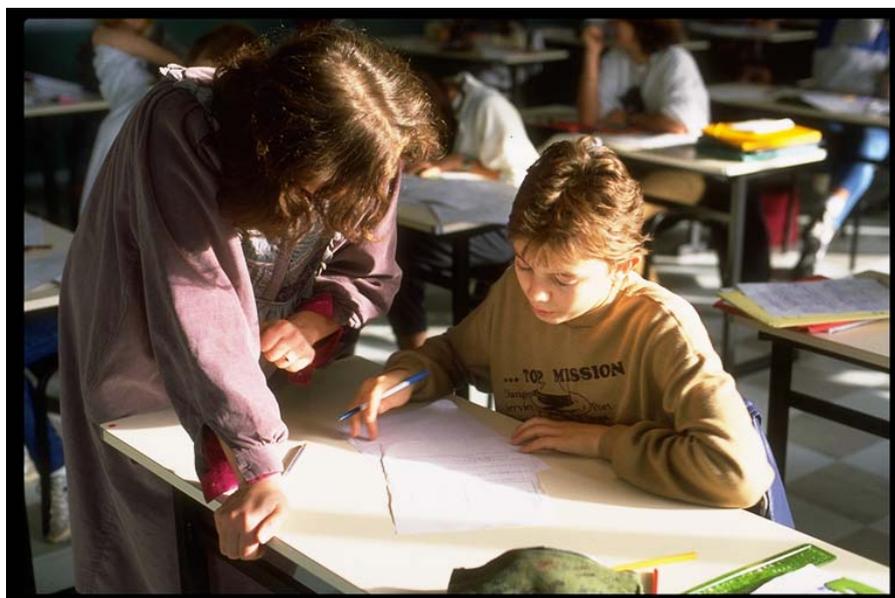
Quoi qu'il en soit, le sentiment d'insécurité ne peut s'expliquer seulement par la victimation.

⁶ Les questions de l'enquête de l'Iaurif portent exclusivement sur le sentiment d'insécurité. Elles ne portent pas sur la victimation subie, thème qui est traité dans les enquêtes de victimation 2001 et 2003 de l'Iaurif. L'expression « sentiment d'insécurité » est spécifiquement française. « Le sentiment d'insécurité ou son équivalent conjugue deux composantes : une peur vécue à la première personne associée dans l'esprit des gens au risque d'être volé ou agressé personnellement, et une préoccupation pour la sécurité qui traduit une inquiétude diffuse concernant le crime et ses causes supposées, sans qu'on appréhende nécessairement d'être victime » [Lagrange, 2003, p. 54].

⁷ Pour des raisons méthodologiques, la comparaison avec l'enquête victimation n'est pas possible sur cette question.

Il est entretenu par la dégradation de l'environnement : 47 % des habitants des ZUS trouvent leur quartier dégradé. La dégradation s'explique notamment par une inadaptation des modes de gestion à la réalité du quartier.

Quelques vues sur des ZUS franciliennes



Dans 57% des cas, l'école inspire confiance. Source : Iaurif



Une couverture en services et en équipements jugée satisfaisante. Source : Iaurif

Le sentiment d'insécurité est aussi lié à des problèmes relationnels, à des difficultés pour établir un accord sur les bonnes manières de se comporter. L'absence de normes partagées sur les règles à respecter dans les espaces collectifs crée des incertitudes et rend plus difficile la régulation des tensions. Les problèmes de circulation et de stationnement, qui sont cités comme un des deux points à améliorer en priorité dans le quartier par 63 % des habitants, renvoient au non-respect du code de la route ainsi qu'aux difficultés à établir un consensus sur la place de la voiture dans le quartier. 28 % des ménages d'immeubles collectifs des ZUS estiment qu'il y a trop de réunions dans l'entrée ou l'escalier de l'immeuble (contre 20 % pour la moyenne régionale). La présence d'adolescents ou de jeunes adultes dans les parties communes gêne, car elle provoque des nuisances (bruit, odeurs de fumée, mégots, canettes...). Mais elle est aussi une source d'incompréhension de la part des adultes, soulignant les difficultés intergénérationnelles. Elle inquiète, car elle vient rappeler l'hétérogénéité des valeurs, des pratiques, des milieux sociaux et confronte les habitants avec leurs difficultés de maîtrise de leur environnement proche. C'est encore dans les quartiers à fort taux de chômage et parmi les locataires du logement social que la probabilité de répondre oui à ces deux questions est la plus élevée. Parmi les facteurs ayant une influence significative, on notera aussi le fait d'avoir des enfants résidant avec le ménage (couple avec enfant, famille monoparentale) et la difficulté de la situation financière.

7.4. Des souhaits de mobilité résidentielle proches de la moyenne des Franciliens

38 % des personnes interrogées doivent ou souhaitent déménager. Ce taux est proche de la moyenne régionale, qui est de 33 % [ENL, 2002]. Mais cette moyenne cache de très forts écarts. On notera aussi qu'environ un tiers des habitants interrogés (32%) déclare ne pas du tout avoir choisi le quartier dans lequel ils vivent (voir tableau : « Choix du lieu d'habitat selon le statut du lieu d'occupation »).

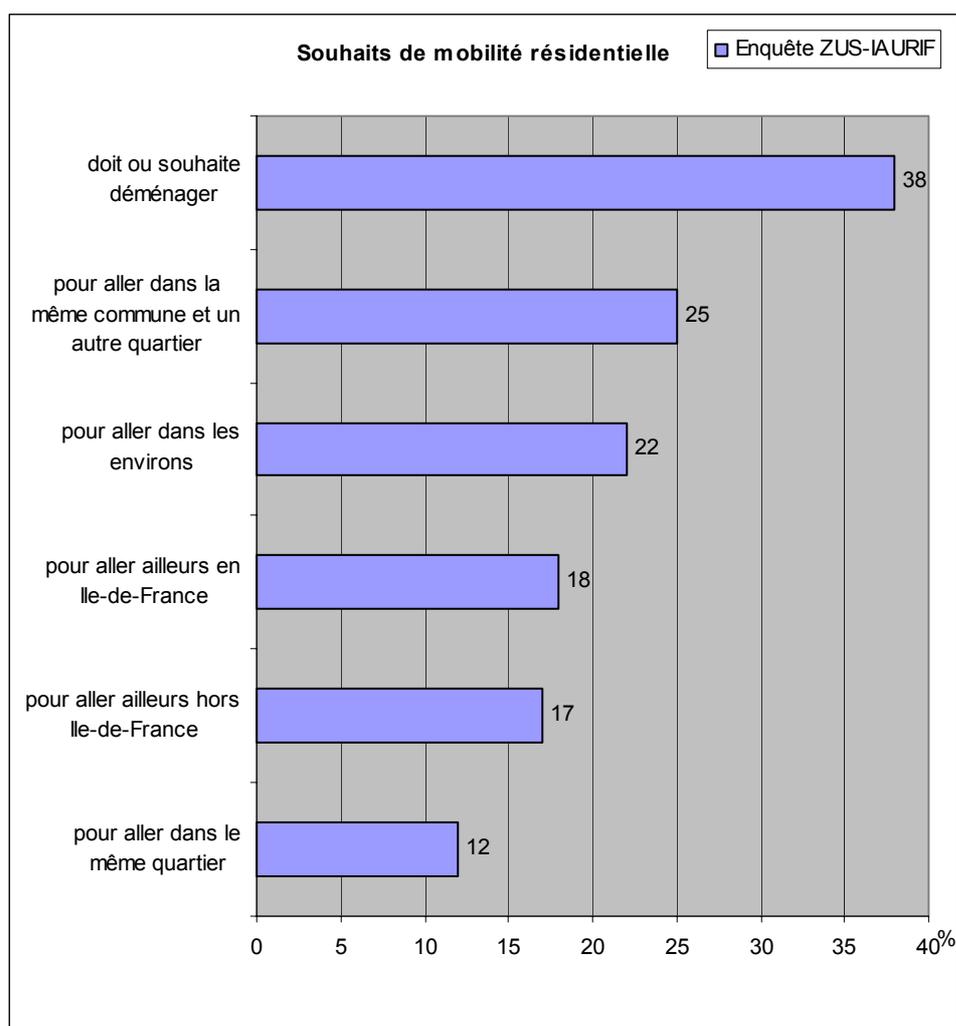
Les candidats au déménagement sont plus souvent des locataires (44 %) que des propriétaires (18 %). C'est un phénomène connu : les enquêtes biographiques montrent que le fait de devenir propriétaire diminue d'un tiers la mobilité résidentielle. À la différence des moyennes régionales de l'enquête ENL, il n'y a pas en ZUS de différences significatives dans les souhaits de mobilité entre locataires du privé et du public. Ces résultats peuvent être liés à une question de l'enquête ZUS concernant le choix du lieu d'habitat. Les propriétaires interrogés dans le cadre de l'enquête ZUS sont beaucoup plus nombreux à déclarer avoir complètement choisi le quartier dans lequel ils vivent (35% contre 20% pour la moyenne de l'enquête) que les locataires du secteur privé (17%) et du secteur public (15%). A contrario, les locataires du logement social sont beaucoup plus nombreux à déclarer ne pas du tout avoir choisi le quartier dans lequel ils vivent (39%) que les locataires du privé (29%) et les propriétaires (16%).

Tableau : Choix du lieu d'habitat selon le statut d'occupation (en %)

La question est : « Avez-vous choisi le quartier dans lequel vous vivez ? »

	Propriétaires	Locataires du privé	Locataires Hlm	Moyenne habitants ZUS
Complètement	35	17	15	20
Plutôt oui	38	33	25	29
Plutôt non	12	19	20	18
Pas du tout	16	29	39	32
Je ne suis pas en position de décider (trop jeune...)	0,5	1	1	1

Plusieurs autres facteurs ont une influence manifeste sur les souhaits de mobilité. Le niveau de chômage de la ZUS a un impact (le désir de déménager atteint presque 50 % là où le taux de chômage est supérieur à 27 %). Le souhait de déménager est aussi beaucoup plus élevé chez les familles monoparentales (45 %) et les couples avec enfants (41 %) que chez les personnes seules (27 %). L'âge exerce, comme attendu, une influence, puisque les jeunes actifs ont un désir de mobilité plus important que les actifs de plus de 30 ans. Près de la moitié souhaite déménager.



La réponse à la question sur les raisons qui poussent à vouloir changer de logement doit être analysée prudemment : près du quart des habitants interviewés ne s'est pas reconnu dans la liste des raisons proposées par le questionnaire.

Parmi ceux qui ont répondu «autres», les raisons avancées sont diverses, allant du besoin de changement (sans motif apparent) aux raisons familiales (divorce, séparation...), à une volonté de retour dans son pays d'origine, à des situations inhérentes au logement, mais non souhaitées (démolition, fin de bail...), ou à des obligations professionnelles. Le désir de mobilité apparaît en partie lié, comme dans d'autres quartiers, aux conditions d'occupation des logements et à l'étape du cycle de vie et du parcours résidentiel. Ainsi 28 % des personnes interrogées veulent déménager pour trouver un logement plus adapté par la taille. Ce chiffre est très inférieur à celui de l'ENL 2002, où le besoin d'espace était revendiqué par 70 % des ménages souhaitant

changer de logement⁸. 8 % des personnes interrogées souhaitent déménager pour accéder à la propriété. Les facteurs liés à l'environnement du quartier ont recueilli, si on les totalise, un score de 28 % de réponses positives. Cela signifie que, pour plus du quart des candidats au déménagement, les désagréments du quartier sont la motivation principale. 16 % souhaitent aller dans un quartier plus agréable, 5 % invoquent le sentiment d'insécurité, 3 % se plaignent des gens qui habitent le quartier et 3 % veulent partir à cause des enfants.

12 % seulement des candidats au déménagement envisagent de rester dans le même quartier. Le taux est faible, mais nous manquons d'éléments de comparaison pour l'Île-de-France. 37 % des candidats au déménagement souhaitent rester dans la commune. Le taux est plus faible que la moyenne régionale : d'après l'ENL, 45 % des Franciliens souhaitent rester dans la même commune.

On sait aujourd'hui que la plupart des mobilités intra-urbaines sont des mobilités de proximité. En Île-de-France, celle-ci s'est accrue entre 1990 et 1999, particulièrement à l'intérieur de la commune. Elle est plus importante dans les ZUS, où 21 % des habitants résidaient dans un autre logement de la même commune en 1990, que sur l'ensemble de l'Île-de-France (17 %)⁹. Les données chiffrées disponibles mettent en évidence la spécificité du rapport au territoire des habitants des ZUS. La contradiction entre des souhaits de mobilité hors commune plus élevés que la moyenne régionale et un ancrage territorial plus fort laisse à penser que les habitants des ZUS sont, plus que les autres Franciliens, soumis à une forme d'assignation à résidence à l'intérieur de leur commune.

7.5. Une relative confiance par rapport au devenir du quartier

Les points de vue des habitants sur la façon dont leur quartier a évolué au cours des dernières années ne sont pas homogènes.

La majorité des personnes interviewées a une vision soit positive (32 %), soit neutre (25 %) de ces évolutions récentes. En effet, un tiers des habitants a le sentiment d'une amélioration et près d'un quart celui d'une stabilité. A contrario, un quart des habitants a le sentiment que le quartier s'est dégradé, alors que pour 14 % la situation a été incertaine, avec une alternance d'améliorations et de dégradations. Les plus de 60 ans sont nombreux à trouver que la situation s'est dégradée. Ils sont 40 % à partager ce point de vue. Ceux qui ont emménagé depuis plus de cinq ans ont aussi tendance à avoir une vision plus pessimiste des évolutions récentes : 31,6 % pensent que la situation s'est dégradée. Pour les autres critères, les écarts sont un peu moins prononcés : les femmes et les personnes qui sont dans une situation financière délicate ont une vision un peu plus pessimiste de l'évolution récente de leur quartier, alors que les familles d'origine étrangère, les étudiants, les emménagés récents ou les familles «à l'aise» ont une lecture plus optimiste.

Concernant l'avenir du quartier, les perceptions sont diversifiées, avec, là encore, une majorité d'opinions soit positives, soit neutres¹⁰.

⁸ La différence peut s'expliquer en partie par la formulation qui n'est pas exactement la même dans les deux enquêtes.

⁹ A l'échelle nationale, les données de l'Observatoire national des ZUS font état d'une mobilité résidentielle « plus importante (dans les ZUS françaises) que dans le reste des unités urbaines et comparable à ce qui est observé dans les quartiers de centre ville » [ONZ, 2005].

¹⁰ Ces questions n'étaient pas posées dans les enquêtes EPCV ou ENL.

42 % des personnes interrogées sont confiantes et pensent que la situation va s'améliorer. 27 % pensent qu'elle restera stable et un peu moins du quart (22 %) qu'elle va se détériorer. Les critères les plus significatifs sont proches de ceux observés précédemment : les plus de 60 ans, les personnes installées depuis plus de cinq ans expriment un peu plus d'inquiétudes que d'autres sur l'avenir du quartier. Les familles monoparentales et les locataires du logement social se montrent aussi plus pessimistes sur le devenir du quartier. En revanche, certains voient l'avenir de leur quartier avec davantage de sérénité que d'autres. C'est le cas des familles d'origine étrangère, puisque près de la moitié d'entre elles pense que la situation va s'améliorer. C'est aussi, et de façon plus étonnante, le cas des habitants des ZUS dont le taux de chômage est supérieur à 27 %. Ce résultat mérite une explication. On peut supposer que l'effort des pouvoirs publics dans les ZUS les plus en difficulté a été perçu par les habitants et les a conduits à accorder une confiance plus grande dans le devenir du quartier.

7.6. Des inquiétudes massives par rapport à l'avenir de leurs enfants

Les habitants des quartiers en difficulté expriment, en revanche, de très fortes inquiétudes par rapport à l'avenir de leurs enfants. 65 % se disent inquiets quant à l'avenir des enfants et des jeunes du quartier.

Les habitants des ZUS à fort taux de chômage manifestent une inquiétude encore plus forte (13 points au-dessus de la moyenne) que ceux qui vivent là où le chômage est moins fort. L'inquiétude est plus fréquente dans les ZFU. Ces corrélations confirment le lien entre le sentiment d'insécurité et l'insécurité sociale dont le taux de chômage constitue le premier indicateur. L'enquête de l'Iaurif donne de nombreux éléments sur la force de ce lien entre la préoccupation d'insécurité et la vulnérabilité sociale : les non diplômés, les habitants des quartiers à fort taux de chômage, les ménages ayant des difficultés financières ou des dettes ont, plus que d'autres, un fort sentiment d'insécurité.

Autre critère discriminant, le statut du logement : les locataires du logement social ont une probabilité beaucoup plus forte d'être inquiets que les propriétaires et les locataires du privé. D'autres catégories manifestent une forte inquiétude : les personnes en situation financière difficile, les personnes installées dans le quartier depuis plus de cinq ans, mais aussi les familles avec enfants (particulièrement les familles monoparentales) et les non diplômés.

Autre résultat massif qui peut s'expliquer par ce sentiment d'inquiétude : 78 % des personnes interrogées estiment que le manque d'autorité des parents est un problème majeur. Ce pourcentage est extrêmement élevé : dans le sondage du ministère de la Ville, 49 % des habitants des quartiers en difficulté pensaient que le manque d'autorité des parents expliquait le mieux les problèmes des quartiers en difficulté¹¹. Pour cette question, les écarts à la moyenne sont faibles, aucun des critères habituellement significatifs ne ressort vraiment.

¹¹ La formulation entre les deux questions est un peu différente mais ne suffit sans doute pas à expliquer l'ampleur du décalage.

8. La confiance accordée aux institutions

8.1. Une plus grande confiance envers les institutions de proximité

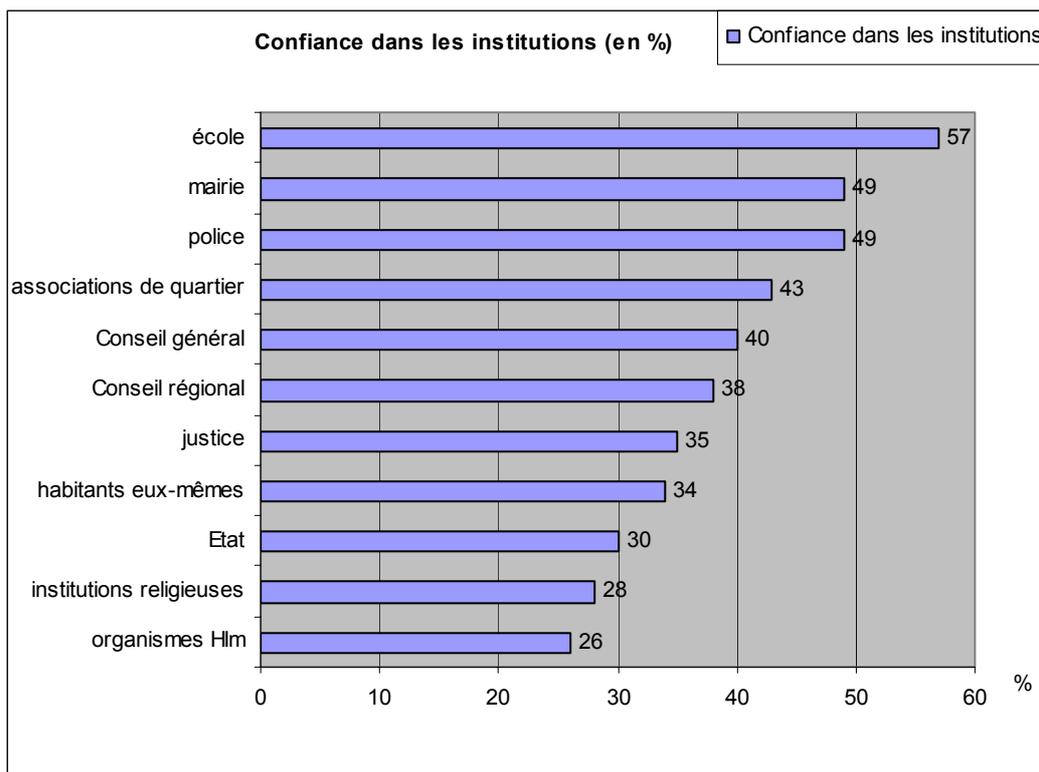
Les habitants des ZUS accordent en priorité leur confiance aux acteurs de proximité. L'école (57%), la mairie (49%) et les associations de quartiers (43%) arrivent en tête. La police obtient aussi un score de 49%. À noter qu'environ un tiers des personnes interrogées a, de façon systématique, un avis mitigé : elles accordent «plus ou moins» confiance à toutes les institutions¹².

Certaines institutions recueillent un plus faible niveau de confiance : la Justice (35 %), l'État (30 %), les institutions religieuses (28 %), les organismes Hlm (26 %). Le conseil général et le conseil régional se trouvent en situation intermédiaire, avec un taux de confiance qui est respectivement de 40 % et de 38 %. Ces résultats recourent, pour l'essentiel, ceux d'un sondage du ministère de la Ville et de la Rénovation urbaine auprès d'un échantillon national représentatif de 300 personnes âgées de 15 ans et plus, résidant dans un des 163 quartiers prioritaires de la rénovation urbaine, publié en novembre 2003. L'analyse des résultats soulignait une confiance prioritairement accordée aux acteurs de proximité (associations, école, collectivités locales, police), alors que l'État se situait en avant-dernière position et les organismes Hlm en dernière position.

Lorsque l'on regarde le détail des réponses, on constate des variations à la moyenne importantes, significatives et régulières. Deux éléments sont particulièrement intéressants. Premièrement, il n'y a pratiquement pas de différence entre ZUS de niveaux de chômage différents, ni entre ZFU et ZUS. Certaines catégories de populations donnent de façon systématique une «prime de confiance» aux institutions : c'est le cas des habitants appartenant à un ménage dans lequel une personne au moins ne maîtrise pas la langue française. Certains s'abstiennent davantage de répondre : les individus vivant dans des ménages «non francophones» et les plus de 60 ans. D'autres accordent une moindre confiance aux institutions : c'est le cas des diplômés de l'enseignement supérieur et des jeunes de moins de 30 ans, qu'ils soient actifs, étudiants ou élèves.

La position des moins de 30 ans est intéressante : ils sont plus nombreux à avoir un point de vue sur les institutions, mais moins nombreux à leur faire confiance. Par exemple, pour les jeunes actifs, l'écart entre leurs scores et la moyenne des habitants des ZUS oscille entre 11 points pour la mairie et la police, 7 points pour le conseil régional et l'État, 6 points pour le conseil général. Les écarts sont en revanche moins nets pour d'autres institutions telles que les organismes Hlm, la justice ou les institutions religieuses.

¹² Pour mettre en évidence les différences, nous avons analysé les réponses tranchées à cette question (« confiance » et « pas confiance »).



8.2. Une faible confiance accordée aux organismes Hlm

Le niveau de confiance accordé aux organismes Hlm par les habitants des ZUS est particulièrement faible (26 %). Dans l'enquête Iaurif, comme dans le sondage du ministère de la Ville, c'est l'institution qui recueille la plus faible part de confiance.

Nous manquons d'éléments de comparaison fiables pour expliquer cette réponse. Les enquêtes de satisfaction récentes réalisées par les bailleurs d'Île-de-France auprès de leurs locataires dans le cadre de la démarche d'amélioration de la qualité du service font état de taux de satisfaction beaucoup plus élevés¹³ mais les différences méthodologiques avec l'enquête de l'Iaurif interdisent toute comparaison. Dans l'enquête de l'Iaurif, la question conduit à formuler une opinion générale sur les organismes. Cette réponse illustre un problème de confiance vis-à-vis de l'institution Hlm, mais ne préjuge pas, selon nous, de la confiance qui peut être accordée par un locataire du logement social à son propre bailleur. De plus, l'ampleur de cette défiance n'est sans doute pas étrangère à l'ampleur des attentes des locataires vis-à-vis d'organismes qui gèrent leurs logements, choisissent leurs voisins et répondent à leurs demandes de mutations.

Les catégories les plus méfiantes vis-à-vis de l'institution Hlm sont, comme pour les autres institutions, les diplômés du supérieur (17 %) et les salariés de moins de 30 ans. S'y ajoutent les familles monoparentales et, plus surprenant, les propriétaires (17 %). A contrario, les locataires du parc social ont un point de vue proche de la moyenne (29 %). Si les propriétaires (qui par définition n'y habitent pas) et les diplômés du supérieur (qui ont statistiquement moins de chances d'y habiter) sont beaucoup moins confiants, cela désigne d'abord un problème d'image. La perception de ceux qui ne vivent pas dans le logement social est plus négative que celle de ceux qui y vivent.

¹³ AORIF, octobre 2005.

8.3. Une défiance des habitants dans leurs propres capacités d'action collective

Deux questions portaient sur la confiance accordée aux associations du quartier et aux autres habitants. Les associations du quartier bénéficient d'un niveau de confiance moyen (43 %). Les habitants du quartier bénéficient d'une confiance plus limitée. 34 % de personnes leur font confiance, 36 % leur font plus ou moins confiance et 26 % ne leur font pas du tout confiance.

Ce qui est intéressant c'est que les facteurs explicatifs tiennent peu aux caractéristiques personnelles des habitants, mais beaucoup plus aux caractéristiques socio-économiques globales du quartier. Les interviewés font moins confiance aux autres habitants dans les ZUS à fort taux de chômage (29 %, en cas de chômage supérieur à 27 %) et dans les ZFU (31 %). Cela signifierait – c'est une interprétation possible – que les problèmes socio-économiques du quartier et la stigmatisation qui les accompagne auraient un effet négatif sur l'estime que les habitants ont d'eux-mêmes et sur la confiance dans leur capacité d'action collective. Ce processus d'intériorisation de la stigmatisation et de la dévalorisation du quartier par les habitants a été maintes fois observé. Il contribue à expliquer les difficultés de mobilisation des habitants des ZUS et leur faible engagement associatif.

DEUXIEME PARTIE : ZOOM SUR DES CATEGORIES DE ZUS ET DE POPULATIONS

Après avoir analysé les résultats de façon générale et comparative, nous centrerons notre analyse sur les critères géographiques, sur les ZUS à fort taux de chômage et sur des catégories de populations spécifiques.

1. Zoom sur des catégories de ZUS

Précisons d'abord que l'enquête de l'Iaurif a été conçue dans le but d'une analyse régionale. L'analyse ne peut donc pas individualiser les réponses par ZUS.

Nous savons néanmoins qu'il existe une diversité de points de vue entre les habitants d'un quartier « en difficulté ». Nombre d'enquêtes ont montré que la perception d'un quartier peut varier fortement d'une personne à l'autre. Cette diversité remet en question l'idée véhiculée par les médias d'un rejet unanime de leur quartier par les habitants des zones en difficulté. L'existence de points de vue différents, voir antagonistes, sur le cadre de vie ne doit toutefois pas masquer le fait qu'il y a bien un « effet quartier », c'est-à-dire des spécificités et des « ambiances » locales. Les points de vue ne se répartissent pas au hasard mais dépendent, au moins en partie, des contextes locaux.

1.1. Des différences significatives entre Paris, la petite couronne et la grande couronne

Dans quelle mesure les réponses des habitants des zones urbaines sensibles varient-elles en fonction de critères géographiques tels que le département ou le découpage par couronne ?

La variable « département » n'est pas pertinente sur l'appréciation du quartier dans l'enquête ZUS. En revanche la distinction entre Paris, la petite couronne et la grande couronne l'est beaucoup plus. Elle permet d'identifier des différences significatives entre les réponses portant sur le quartier.

L'impact sur le sentiment d'insécurité

Le découpage par couronne a un impact sur plusieurs questions relatives à l'insécurité.

La proportion d'individus déclarant « avoir peur », « parfois peur » ou « ne sors jamais car a peur » est plus faible à Paris (26%) qu'en grande couronne (28%) et en petite couronne (31%). A propos des améliorations que les habitants souhaiteraient en matière de sécurité dans le quartier, la même configuration de réponses est obtenue. La sécurité est citée à hauteur de 23% seulement pour les habitants des ZUS parisiennes, de 39% pour ceux de la grande couronne et de 43% pour ceux de la petite couronne. Cette spécificité parisienne en termes de sécurité était soulignée dans l'enquête Victimation de 2003 : d'après cette enquête, les Parisiens se sentaient moins en insécurité que la moyenne des Franciliens bien que les taux de victimation y soient les plus élevés de la région.

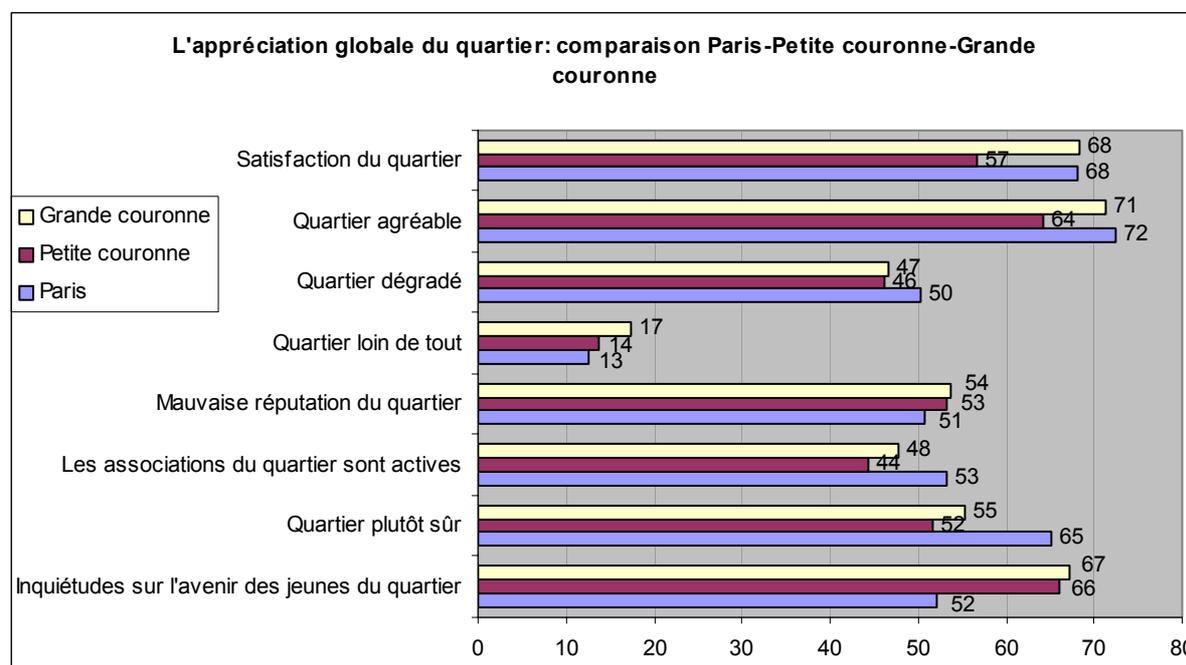
Tableau : Perception de l'insécurité selon la localisation géographique (en %)

	Paris	Petite couronne	Grande couronne	Moyenne des ZUS
Peur de sortir seul(e) le soir dans son quartier : oui	26,4	31,1	28,1	29
Point à améliorer dans le quartier : la sécurité : « oui, tout à fait »	23,3	42,8	39	39
Problème qui préoccupe le plus dans le quartier (2 réponses possibles) : le manque de sécurité	23	39	39	37
Quartier jugé plutôt sûr : oui	65	52	55	55

Le découpage en couronne a, en revanche, peu d'impact sur les questions plus « personnelles » (ennui, solitude, perception du logement, etc...). En ce qui concerne l'appartenance à un groupe d'amis, les différences sont toutefois très nettes entre Paris et le reste des ZUS d'Île-de-France : 58% des personnes interrogées à Paris font partie d'un groupe d'amis, alors qu'ils ne sont que 46% en petite couronne et 41% en grande couronne.

L'impact de la géographie sur l'appréciation globale du quartier

Les réponses aux questions sur l'appréciation globale du quartier présentent des différences assez nettes entre Paris, la petite couronne et la grande couronne.



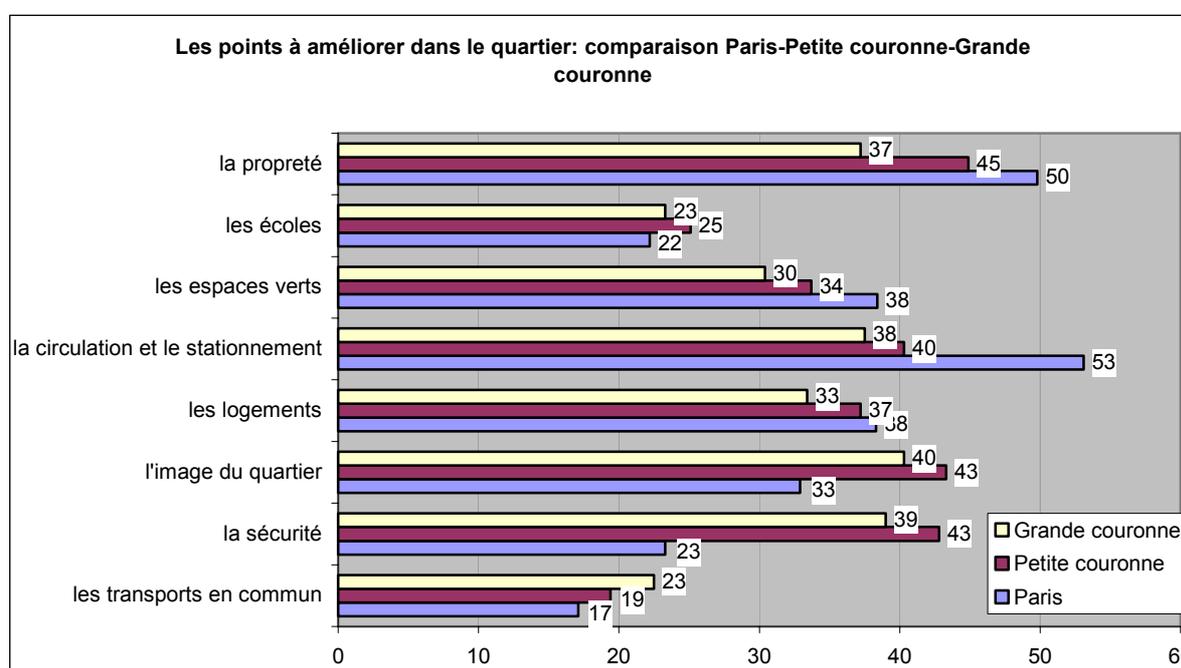
Si 72% des habitants des ZUS de Paris et 71% de ceux de la grande couronne répondent que leur quartier est agréable, une analyse logit complémentaire¹⁴ met en évidence que la

¹⁴ Les variables explicatives individuelles de l'analyse logit de départ sont conservées. On ne remplace que les différentes classes de chômage des ZUS par Paris-Petite Couronne-Grande couronne, la proche couronne étant la modalité de référence.

localisation géographique joue de manière positive dans la réponse à cette question seulement dans le cas de la grande couronne¹⁵. A Paris, le taux de satisfaction élevé est dû à d'autres facteurs. Par exemple, les locataires sociaux qui ont un point de vue très négatif sur cette question sont particulièrement sous-représentés à Paris (34% contre 65% en petite couronne et 71% en grande couronne). Les mêmes facteurs jouent pour la question relative à la satisfaction du quartier. Par contre « habiter Paris » ressort comme significatif en ce qui concerne le fait de trouver son quartier dégradé ou de penser que les associations de quartier sont actives.

Une perception globalement plus positive de la grande couronne

Habiter en grande couronne a de manière générale un impact positif par rapport à la petite couronne : les habitants vont plus souvent répondre que le quartier est sûr et moins souvent que l'avenir des jeunes du quartier est inquiétant. Ces différences se retrouvent aussi dans les réponses concernant les points à améliorer dans le quartier.



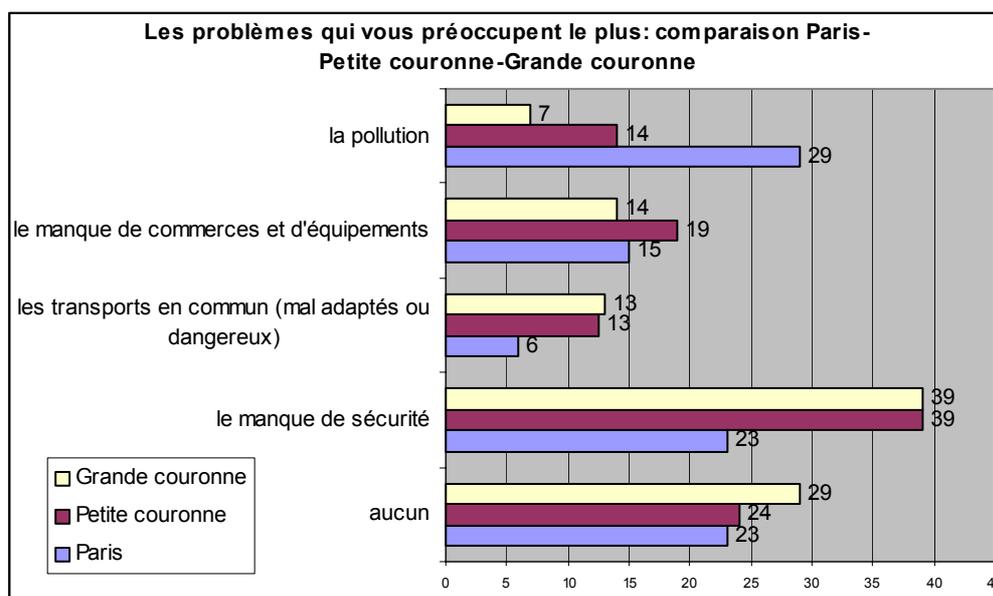
Les habitants de la grande couronne ont une appréciation plus positive que ceux de Paris et de la petite couronne concernant la propreté, les écoles et les espaces verts. Lorsqu'on leur demande de choisir dans une liste les problèmes qui les préoccupent le plus dans leur quartier, les habitants de grande couronne sont les plus nombreux à répondre « aucun ». A contrario les habitants des ZUS de Paris sont les moins nombreux à répondre « aucun ». Les habitants des ZUS de Paris citent aussi plus souvent la propreté, les espaces verts, la circulation et le stationnement, les logements comme des points qu'ils souhaiteraient voir améliorer.

Les habitants de grande couronne sont en revanche plus critiques vis-à-vis des transports en commun. Cette perception négative des transports ne leur est pas propre. Ce problème est signalé aussi par les habitants des villes nouvelles qui habitent en grande couronne. Il s'explique par la spécificité de la problématique du transport en périphérie. Les problèmes de transports en commun sont, bien évidemment, moins souvent cités à Paris.

¹⁵ Pour les variables géographiques, seul le coefficient « habiter en grande couronne » est significatif dans la réponse à cette question, toute chose égale par ailleurs. Celui de Paris ne l'est pas.

Comme attendu, les habitants de la grande couronne se plaignent beaucoup moins de la pollution (7% contre 29% à Paris). Un autre résultat prend tout son sens ici. Une des questions sur l'appréciation générale du quartier était : Par rapport à votre quartier, êtes-vous d'accord avec « Vivre ici, c'est vivre à proximité de la nature » ? 51% des habitants des ZUS de grande couronne ont répondu « oui », contre 29% en petite couronne et 14% à Paris.

D'une façon générale, la position des habitants des ZUS de petite couronne est plus difficile à interpréter, sans doute en raison de l'hétérogénéité de ces territoires. Les points de vue sont souvent intermédiaires, compris entre ceux des habitants de Paris et ceux de la grande couronne. Sur certains points, ils sont néanmoins plus négatifs. C'est le cas par exemple pour l'appréciation des commerces et des équipements : les habitants de petite couronne semblent pâtir, plus que les autres Franciliens, d'un manque de commerces et d'équipements.



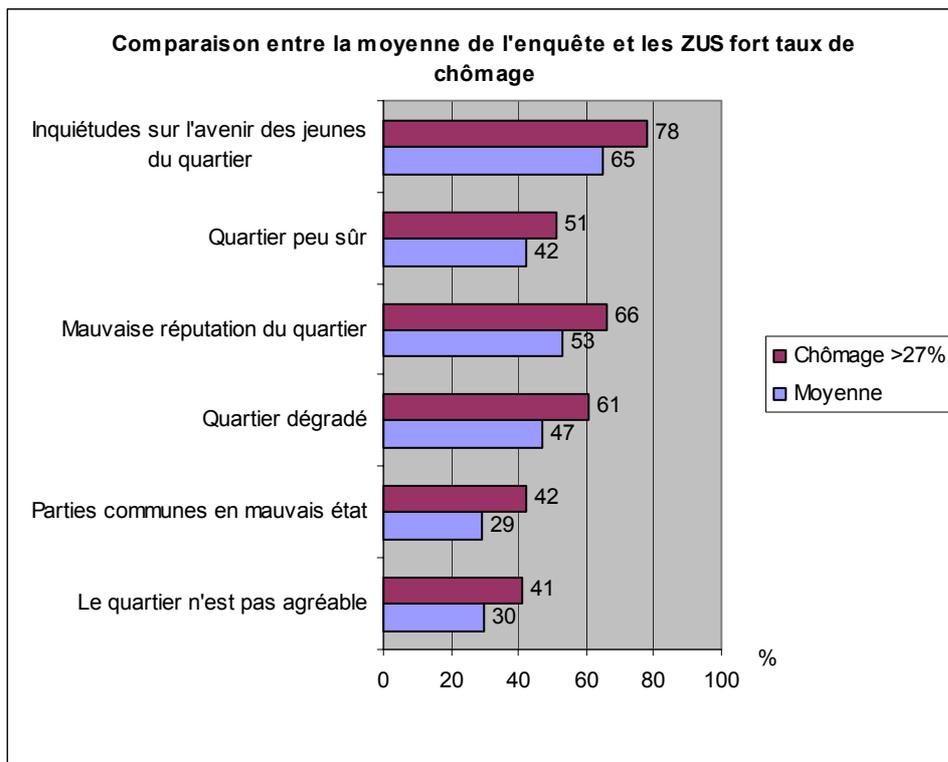
1.2. Une plus forte insatisfaction des habitants des ZUS à fort taux de chômage

L'enquête de l'Iaurif fait apparaître l'impact du taux de chômage de la ZUS sur l'appréciation du quartier. Le fait d'appartenir à une ZUS à fort taux de chômage est, toute chose étant égale par ailleurs, un des critères les plus significatifs pour différencier les points de vue des habitants sur leur quartier. D'une façon générale, les habitants des ZUS à fort taux de chômage ont une opinion beaucoup plus négative sur leur cadre de vie¹⁶.

56 % de ceux qui vivent dans une ZUS dont le chômage est supérieur à 27 % ne sont pas satisfaits de leur quartier. Ils sont 32 % à être insatisfaits de leur quartier là où le chômage est inférieur à 16 %, et 41 % toutes ZUS confondues. Les habitants des ZFU sont aussi plus nombreux, toute chose étant égale par ailleurs, à être insatisfait de leur quartier. Le nombre de ceux qui trouvent que le quartier n'est pas agréable est aussi beaucoup plus élevé là où le chômage est fort (41 % contre 30 % pour la moyenne des ZUS). D'une façon générale, il existe une corrélation entre le niveau de chômage de la ZUS et le fait de trouver le quartier agréable :

¹⁶ Nous avons déterminé cinq classes de taux de chômage : taux peu élevé (inférieur ou égal à 16%), moyen faible (compris entre 16 et 19% inclus), moyen fort (entre 19 et 22% inclus), élevé (entre 22 et 27% inclus) et très élevé (supérieur à 27%). Cette caractéristique apparaît plus pertinente qu'une simple variable géographique comme par exemple Paris/Petite couronne/Grande couronne.

la part de ceux qui trouvent que le quartier n'est pas agréable augmente au fur et à mesure que le taux de chômage augmente.



La corrélation entre taux de chômage de la ZUS et insatisfaction est tout aussi marquée lorsque l'on analyse les points de vue sur la gestion du quartier (voir tableau « *Appréciation de la gestion selon le taux de chômage* »).

Les avis des habitants sont systématiquement plus négatifs là où les taux de chômage sont supérieurs à 27 %. Le mécontentement est toujours plus élevé, que ce soit à propos des parties communes intérieures et extérieures, des caves, des façades, des rues, des routes ou des espaces verts. Les différences par rapport à la moyenne de l'enquête oscillent entre une dizaine de points (9 points de plus pour les rues et routes en mauvais état, 9 points pour les espaces verts mal entretenus ou en mauvais état, 11,5 points pour l'éclairage mal assuré) et plus de 20 points (20 points pour l'état des façades, 22 points pour l'état des immeubles environnants). 61 % des habitants des ZUS dont le chômage est très élevé pense que le quartier est dégradé, soit 14 points de plus que la moyenne des ZUS. 66 % pense que le quartier a mauvaise réputation (contre 53 % pour la moyenne de l'enquête) et 72 % pense qu'il est nécessaire d'améliorer l'image du quartier (contre 65 % pour la moyenne de l'enquête).

A propos de la gestion de leur quartier, les habitants des ZFU ont un point de vue assez proche de celui des habitants des ZUS à fort taux de chômage. En règle générale, leur point de vue est un peu moins négatif que celui des habitants des ZUS à fort taux de chômage mais néanmoins nettement plus négatif que la moyenne de l'enquête. Ils sont ainsi 34 % à trouver que les parties communes sont en mauvais état (contre 29 % pour la moyenne de l'enquête), 36 % à penser que trop de gens se réunissent dans les parties communes (contre 28 %) et 27 % à penser que les espaces verts sont mal entretenus ou en mauvais état (contre 22 %).

Tableau : Appréciation de la gestion selon le taux de chômage de la ZUS (en %)

A répondu oui aux questions suivantes :

Appréciation de la gestion	<=16%	16 à 19%	19 à 22%	22 à 27%	27%	ZFU	Moyenne
Parties communes en mauvais état	25,5	28,3	29	25	42	34	29
Façade dégradée	13	18	19	17	39	27	19
Gens se réunissent trop souvent dans les escaliers ou parties communes	23	23	35	30	40	36	28
Caves et celliers condamnés	27	25	35,5	33	47	38	31,5
Rues et routes en mauvais état	23	24	27	25	35	30	26
Eclairage public mal assuré	12	14	12	16	27	18	15
Espaces verts mal entretenus	16	19	23	27	31	27	22
Immeubles en mauvais état	19	29	24	28	50	36	28
Pense nécessaire d'améliorer la propreté (« oui tout à fait » ou « oui plutôt »)	60	66	65	68	78	70	67

Des différences systématiques existent aussi en matière de sentiment d'insécurité (voir tableau « Perception de l'insécurité selon le niveau de chômage »).

Les habitants des ZUS à fort taux de chômage ont un sentiment d'insécurité plus fort. 26 % (soit 8 points de plus que la moyenne de l'enquête) se sent en insécurité dans son logement. 47,5 % trouve que la sécurité est un problème très préoccupant dans leur quartier, soit 10,5 points de plus que la moyenne. Ce décalage se retrouve dans d'autres réponses : 51 % (soit 9 points de plus que la moyenne) pense que le quartier n'est pas sûr ou est peu sûr. 72 % pense qu'il faut améliorer en priorité la sécurité dans le quartier (soit 9 points de plus que la moyenne). Un peu plus du quart (26 %) se sent en insécurité à son domicile. 78 % pensent que l'avenir des jeunes du quartier et des enfants est inquiétant (contre 65 % pour la moyenne et 58 % dans les quartiers à faible taux de chômage).

Le sentiment d'insécurité est aussi plus fort dans les ZFU. Les habitants des ZFU sont plus nombreux à se sentir en insécurité dans leur logement (24 % contre 18 % pour la moyenne de l'enquête), à penser que leur quartier n'est pas sûr (47,5 % contre 42 % pour la moyenne de l'enquête), à avoir peur de temps en temps ou souvent lorsqu'ils se déplacent seuls le soir dans leur quartier (35 % contre 29 %). Ils sont aussi beaucoup plus nombreux à penser que leur quartier a mauvaise réputation (63 % contre 53 % pour la moyenne de l'enquête).

Tableau : Perception de l'insécurité selon le niveau de chômage (en %)

	<=16%	16 à 19%	19 à 22%	22 à 27%	27%	ZFU	Moyenne ZUS
Se sent personnellement en insécurité à son domicile (« oui, souvent » ou « oui, de temps en temps »)	13	15	20	23	26	24	18
Problème le plus préoccupant du quartier (2 réponses possibles) : la sécurité : oui	33	31	43	39	47,5	46	37
Juge le quartier dégradé : oui	39	45	50	47	61	53	47
Juge le quartier peu sûr : oui	35	36	52	44,5	51	47,5	42
Pense que le quartier a mauvaise réputation : oui	42	49	60	57	66	63	53
Pense que l'avenir des enfants et des jeunes est inquiétant : oui	58	61	72	65	78	74	65
Nécessité d'améliorer la sécurité : « oui, tout à fait » ou « oui, plutôt »	60	56	69	66	72	70	63

Un fort taux de chômage n'est pourtant pas nécessairement un facteur impliquant un rejet systématique de son quartier, de ses habitants et de son logement. Les écarts selon le niveau de chômage sont par exemple faibles, voir inexistantes, sur l'appréciation du logement¹⁷. En matière d'appréciation du logement les facteurs déterminants sont l'état des finances du ménage et le fait d'avoir des enfants. De même sur d'autres questions concernant, par exemple, l'appréciation des aménités offertes par leur quartier ou l'intensité des relations sociales, les différences de résultats en fonction du taux de chômage de la ZUS sont peu significatives.

Curieusement les habitants des ZUS à fort taux de chômage sont un peu plus nombreux à penser que la situation de leur quartier s'est améliorée dans les dernières années. Ils sont 38 % (contre 32 % pour la moyenne de l'enquête). En revanche l'écart à la moyenne est fort et significatif à propos de la perception du devenir du quartier. Les habitants des ZUS à fort taux de chômage sont plus nombreux (10 points de plus que la moyenne) à penser que la situation va s'améliorer dans les années à venir et un peu moins nombreux que la moyenne à penser qu'elle va se détériorer. Ils sont aussi un peu moins nombreux à penser qu'elle va rester la même. Cette vision optimiste de l'avenir du quartier est d'autant plus difficile à expliquer qu'elle s'accompagne, dans ces quartiers à fort taux de chômage, d'une forte inquiétude sur l'avenir des enfants et des jeunes du quartier. Sur ce point l'inquiétude est tout aussi forte dans les ZFU. 74 % des habitants des ZFU pensent que l'avenir des enfants et des jeunes du quartier est inquiétant (contre 65 % pour la moyenne de l'enquête).

Plusieurs pistes peuvent être avancées pour expliquer ce paradoxe. Il semble qu'il y ait une distinction entre l'avenir du quartier en tant que tel, qui serait perçu de façon plus positive que la moyenne, et celui de ses jeunes, perçu de manière plus négative. Il est aussi possible que l'effort public réalisé dans les quartiers les plus en difficulté ait été perçu par les habitants et tend à leur redonner espoir.

On peut noter aussi que les habitants des ZUS à fort taux de chômage sont un peu plus nombreux à faire confiance à certaines institutions pour améliorer la situation de leur quartier.

¹⁷ La seule différence significative concerne la plainte à propos de l'humidité (28% dans les ZUS à fort taux de chômage contre 20% pour la moyenne de l'enquête).

C'est le cas pour la justice (41 % contre 35 % pour la moyenne de l'enquête), pour l'Etat (37 % pour un niveau de chômage compris entre 22 et 27 % contre 30 % pour la moyenne de l'enquête) et pour les organismes Hlm (32 % pour un niveau de chômage compris entre 22 et 27 % contre 26 % pour la moyenne de l'enquête). En revanche les habitants des ZUS à fort taux de chômage sont moins nombreux à accorder leur confiance aux habitants des quartiers eux-mêmes (27 % contre 34 % pour la moyenne de l'enquête). Il est possible qu'il existe un lien entre cette défiance envers eux-mêmes qu'ont les habitants des ZUS à fort taux de chômage et une tendance à être plus confiant envers certaines institutions.

Tableau : Perception de l'évolution récente du quartier selon le taux de chômage de la ZUS (en %)

La question est : « Depuis quelques années pensez-vous que la situation s'est... ? »

	<=16%	16% à 19%	19% à 22%	22% à 27%	27%	ZFU	Moyenne
Améliorée	28	34	32	30	38	31	32
Détériorée	28,5	24	24	22	26	27	25
Est restée la même	26	27	19	28	18	22	25
A connu améliorations et détériorations	13	11	22	14	14	16	14
NSP	4	4,5	3	6,5	4	4	4

Tableau : Perception de l'évolution à venir du quartier selon le taux de chômage de la ZUS (en %)

La question est : « Dans les années à venir, pensez-vous que la situation va... ? »

	<=16%	16% à 19%	19% à 22%	22% à 27%	27%	ZFU	Moyenne
S'améliorer	35	42,5	39	46,5	52	48	42
Se détériorer	24	23	24	21	18	21	22
Rester la même	30	27	31,5	24,5	21	25	27
Pas de point de vue sur la question	11,5	8	5,5	8	9	6	8

On remarquera toutefois que cette vision plus optimiste de l'évolution future du quartier n'empêche pas un nombre important d'habitants de souhaiter le quitter. Près de la moitié de ceux qui vivent dans des ZUS à fort taux de chômage doit ou souhaite déménager (48,5 %).

Le taux est plus élevé que la moyenne des habitants des ZUS qui ne sont « que » 38 % à avoir ce souhait. Ces habitants des ZUS à fort taux de chômage sont un peu moins nombreux à vouloir rester dans le même quartier (8 %) mais plus nombreux à souhaiter habiter dans une autre commune des environs (35 % contre 22 % pour la moyenne de l'enquête). Soulignons aussi que le nombre de ceux qui déclarent vouloir aller ailleurs, en dehors de l'Île-de-France, est beaucoup plus faible. Le sentiment d'insécurité constitue plus fréquemment une des raisons qui poussent ces habitants à souhaiter déménager (12 % contre 5 % pour la moyenne de l'enquête).

Tableau : Les souhaits de mobilité selon le taux de chômage de la ZUS (en %)

	<=16%	16 à 19%	19 à 22%	22 à 27%	27%	ZFU	Moyenne
Actuellement, doit ou souhaite déménager	34	35	37	40	48,5	43	38
- Oui, pour aller dans le même quartier	12	14	9	14	8	8	12
- Oui, pour aller dans une autre commune des environs	24	20	21	13	35	28	22
- Oui, spécifiquement à cause du sentiment d'insécurité	4	3	7,5	2	12	8	5

2. Zoom sur des catégories de populations

2.1. Le faible impact de la catégorie socio-professionnelle (CSP)

Pour expliquer les différences dans les points de vue des interviewés, l'analyse sociologique privilégie des indicateurs liés à la situation socio-économique. Depuis les enquêtes de terrain de P.H. Chombart de Lauwe dans les années 1950, la sociologie urbaine s'est principalement appuyée sur des critères socio-économiques, en particulier la CSP de l'Insee. Elle les a complétés par d'autres tels que l'âge, le genre, la structure du ménage, l'ancienneté de résidence ou le statut locatif... Les différences de perceptions et de pratiques entre propriétaires et locataires ont, par exemple, été souvent explorées.

Depuis le début des années 1990, des débats ont toutefois remis en question la pertinence d'indicateurs tels que la CSP pour expliquer la diversité des points de vue en matière d'habitat traversent le champ sociologique.

Dans notre enquête le critère de la CSP est peu significatif. Les différences de points de vue entre actif occupé, chômeur et inactif sont aussi peu significatives¹⁸.

Les changements du contexte socio-économique des ZUS franciliennes expliquent la perte de pertinence de ces critères. Les identités de métier, auparavant constituées autour du partage d'un mode de vie et de valeurs communes, se sont considérablement affaiblies. Jusque dans les années 70, le sentiment d'appartenance à la classe ouvrière était fort dans un nombre important de grands ensembles construits à proximité des lieux de production, par exemple Mantes, Poissy, Meaux ou Chanteloup. Les restructurations du tissu industriel, l'augmentation de la part du tertiaire dans le PIB, le maintien d'un taux de chômage élevé et la précarisation continue du rapport au travail ont remis en cause ce modèle social.

Aujourd'hui dans ces quartiers, l'emploi et l'identité de métier qui l'accompagnait ne sont plus les principaux facteurs d'intégration sociale.

Quels sont alors les indicateurs socio-économiques permettant d'expliquer la diversité des points de vue en matière de perception du lieu d'habitat ?

¹⁸ A trois exceptions près : être chômeur augmente la probabilité de répondre qu'il est nécessaire d'améliorer l'emploi à proximité dans le quartier, d'avoir eu le sentiment de s'ennuyer la veille et de penser que le quartier est loin de tout, toute chose égale par ailleurs.

2.2. L'influence du niveau d'études sur le rapport au quartier

Dans l'enquête ZUS, le niveau d'études apparaît comme un des critères discriminant pour expliquer des écarts à la moyenne concernant le sentiment d'insécurité.

D'une façon générale un faible niveau d'études tend à accentuer le sentiment d'insécurité dans le quartier et le logement.

Ceux qui n'ont pas fait d'études sont en effet plus nombreux à s'être senti en insécurité dans leur logement (24 % contre 18 % pour la moyenne et 9 % pour les diplômés de l'enseignement supérieur). Ils sont aussi un peu plus nombreux à craindre de sortir seul le soir dans leur quartier (36 % contre 29% pour la moyenne) et à penser que le quartier n'est pas sûr (46% contre 42 % pour la moyenne). Ils sont plus nombreux à être inquiet par rapport à l'avenir des enfants et des jeunes du quartier à 73 % (contre 65 % pour la moyenne des ZUS et 55 % seulement pour les diplômés du supérieur). Cette corrélation entre absence de diplôme, sentiment d'insécurité et inquiétudes par rapport au quartier s'explique sans doute à la fois par des critères objectifs, puisque l'absence de diplôme constitue un réel handicap en matière d'insertion professionnelle et économique, et par des critères subjectifs puisque l'absence de diplôme fragilise la perception de soi et de son devenir.

Tableau : Perception de l'insécurité selon le niveau d'études (en %)

	arrêt scolarité en 3 ^{ème} ou pas d'études	CAP, BEP ou Bac	Enseignement supérieur	Moyenne ZUS
Se sent personnellement en insécurité à son domicile : « oui, souvent » ou « oui, de temps en temps »	24	18	9	18
Problème le plus préoccupant du quartier (2 réponses possibles) : la sécurité : oui	38	41	28	37
Juge le quartier dégradé : oui	51	45	44	47
Juge le quartier peu sûr : oui	46	42	37	42
A peur seul le soir lors de déplacements dans le quartier : oui	36	29	20,5	29
Pense que le quartier a mauvaise réputation : oui	54	54	51	53
Pense que l'avenir des enfants et des jeunes du quartier est inquiétant : oui	73	65	55	65
Nécessité d'améliorer la sécurité (« oui tout à fait » ou « oui plutôt »)	67	64	55,5	63

Le niveau d'études a aussi un impact sur le développement de la sociabilité.

Les individus les moins diplômés sont ceux dont les relations sociales sont les moins fournies. 28,5 % seulement des non diplômés déclare faire partie d'une bande de copains qui se réunit régulièrement (contre 45 % pour la moyenne et 65 % pour les diplômés du supérieur). 37 % des non diplômés s'accorde sur le fait qu'« il est difficile d'établir des relations avec les gens qui vivent dans le quartier » (contre 31 % pour la moyenne des ZUS). Ils sont 28 % à être d'accord avec cette affirmation parmi les diplômés du supérieur. De même les non diplômés sont plus

nombreux à déclarer s'être senti seul ou s'être ennuyé la veille de l'interview (5 points de plus que la moyenne de l'enquête).

L'engagement associatif est moins développé chez les non diplômés (13,5 %) que chez les diplômés du supérieur (34 %). Un faible niveau d'études tend, d'une façon générale dans ces quartiers, à diminuer la probabilité d'un engagement associatif et à des choix légèrement différents en matière de choix d'associations. Les diplômés sont –sans surprise- plus souvent adhérents d'associations culturelles (33 % contre 26 % pour la moyenne de l'enquête) ou à vocation sociale (15 % contre 10 % pour la moyenne de l'enquête). Ces données confirment des analyses sociologiques bien connues : les relations vont aux relations et le capital social et culturel favorise largement le développement des relations. Dans le contexte de cette enquête menée dans les quartiers en ZUS, ces résultats permettent d'identifier des situations d'isolement pour certaines catégories d'habitants. Ils mettent en lumière leur lien avec le sentiment d'insécurité. Il semble y avoir une corrélation entre sentiment d'insécurité, niveau de sociabilité, âge et niveau de diplôme obtenu.

Les réponses des interviewés sur leurs relations sociales varient aussi fortement en fonction de leur âge (voir première partie, paragraphe 5.2 et deuxième partie, paragraphe 2.5.).

Tableau : La sociabilité selon le niveau d'études (en %)

A répondu oui aux questions suivantes :

	Arrêt scolarité en 3^{ème} ou pas d'études	CAP, BEP ou Bac	Enseignement supérieur	Moyenne ZUS
Est membre d'une association	17	18	21,5	20
Fait partie d'une bande d'amis qui se réunit régulièrement	28,5	47	65	45
Sentiment d'être seul hier	18	10	11	13
Sentiment de s'ennuyer hier	20	12,5	10	14,5
Pense que « dans le quartier, il est difficile d'établir des relations avec les gens qui y habitent »	37	29	28	31
Pense que « dans le quartier les gens s'entraident facilement »	44	47	52	47

Le niveau d'étude tend aussi à avoir un impact sur la confiance accordée aux institutions.

Ici l'effet joue en quelque sorte de façon inversée. On peut dire que ceux dont les études ont été brèves accordent plus facilement leur confiance aux institutions en charge de leur quartier ou de leur vie quotidienne que ceux qui ont obtenu des diplômes. Le fait d'être diplômé de l'enseignement supérieur conduit à accorder une moindre confiance à la plupart des institutions citées : l'école (7 points de moins que la moyenne), la Mairie (10 points de moins que la moyenne), la police (12 points de moins), mais aussi le Conseil Général, le Conseil Régional, l'Etat, les institutions religieuses et les organismes Hlm.

Tableau : La confiance accordée aux institutions selon le niveau d'études (en %)

La question est : « pour chacun des acteurs suivants, dites-moi si vous lui faites confiance pour améliorer la situation des quartiers en difficulté ? », réponse : oui, confiance

	Arrêt scolarité en 3 ^{ème} ou pas d'études	CAP, BEP ou Bac	Enseignement supérieur	Moyenne ZUS
Les associations de quartiers	44	41	46	43
L'école	62	57	50	57
La mairie	56	48	39	49
La police	56	49	37	49
Le département	44	40,5	33	40
La région	44	38,5	30	38
Les habitants eux-mêmes	38	33	32	34
La justice	40	35	28	35
L'Etat	36	30	22	30
Les institutions religieuses	37	25	18,5	28
Les organismes Hlm	31	27	17	26

2.3. La situation économique des ménages pèse sur la perception de leur environnement

La situation financière du ménage telle qu'elle est perçue par les intéressés eux-même constitue un autre critère significatif dans l'enquête ZUS de l'Iaurif. Il s'agit d'une perception par les interviewés de leur situation financière et non du montant réel de leurs ressources. D'une façon générale ceux qui sont en situation financière difficile sont beaucoup plus nombreux à avoir un point de vue négatif sur leur quartier. A contrario, ceux qui sont dans une situation financière favorable tendent à avoir un point de vue plus positif sur leur lieu d'habitat.

53 % des individus dont la situation financière est difficile ou qui sont endettés ne sont pas satisfaits de leur quartier, soit 11 points de plus que la moyenne des ZUS. 37 % d'entre eux trouvent aussi que leur quartier n'est pas agréable (30 %).

Le fait d'être dans une situation financière difficile contribue à accroître le sentiment d'insécurité à l'intérieur du quartier. 44 % pense que la sécurité est un problème majeur dans le quartier, soit 7 points de plus que la moyenne. 28 % se sentent en insécurité à leur domicile, soit 10 points de plus que la moyenne. Le fait que le logement ne soit plus perçu comme un lieu refuge, comme un lieu de protection contre les contraintes extérieures constitue un indicateur de mal être. 71,5 % pense que la sécurité est un problème majeur dans le quartier, soit 8,5 points de plus que la moyenne de l'enquête.

Tableau : Perception de l'insécurité selon la situation financière (en %)

	« A l'aise »	« Ça va »	« C'est juste, il faut faire attention »	« Difficiles ou dettes »	Moyenne ZUS
Se sent personnellement en insécurité à son domicile : oui	11,5	15	18,5	28	18
Problème jugé le plus préoccupant dans le quartier (2 réponses possibles) : la sécurité : oui	29	35	37	44	37
Juge le quartier dégradé : oui	36	44	46	56,5	47
Juge le quartier peu sûr : oui	37	37	43	49	42
A peur seul le soir lorsqu'il se déplace dans le dans le quartier : oui					29
Pense que le quartier a mauvaise réputation : oui	52	49	53	61,5	53
Pense que l'avenir des enfants et des jeunes du quartier est inquiétant : oui	53	62,5	63	79	65
Nécessité d'améliorer la sécurité (« oui tout à fait » ou « oui plutôt »)	58	60,5	62	71,5	63

Le fait d'être dans une situation financière difficile a manifestement un impact sur la perception du logement.

Celle-ci est beaucoup plus souvent négative que pour la moyenne de l'enquête. 37 % se disent insatisfaits de leur logement (contre 22 % pour la moyenne de l'enquête). Le nombre de ceux qui se plaignent de l'humidité, du chauffage ou du mauvais état de leur logement est aussi systématiquement beaucoup plus élevé (entre 8 et 14 points de plus que la moyenne de l'enquête).

Plusieurs facteurs peuvent contribuer à expliquer ces taux d'insatisfaction. La faiblesse des ressources économiques d'un ménage le conduit souvent à diminuer la part du budget qu'il consacre à son logement tant pour les dépenses d'aménagement (mobilier) que d'entretien. Toutes les réparations entrant dans la rubrique des charges locatives incombent en effet aux locataires. C'est le cas par exemple des réparations courantes de plomberie. Lorsque celles-ci ne peuvent être effectuées, le logement est en effet en moins bon état.

Mais l'insatisfaction vis-à-vis du logement peut aussi être interprétée comme une conséquence du sentiment d'insécurité lié aux difficultés économiques du ménage. Celles-ci génèrent un sentiment d'insécurité, une inquiétude par rapport à l'avenir et une fragilisation psychologique des individus. Plusieurs études ont montré que ce sentiment d'insécurité conduisait par « effet d'extension » à une perception négative de l'environnement proche, logement y compris [Perianez, 1988]. Deux questions renseignent sur l'état psychologique de l'interviewé : « hier, avez-vous eu le sentiment d'être seul » et « hier, avez-vous eu le sentiment de vous ennuyer ? ». Or 17 % de ceux qui sont dans une situation financière difficile ont eu le sentiment d'être seul (contre 13 % pour la moyenne de l'enquête) et 21,5% ont eu le sentiment de s'ennuyer (contre 14,5 % pour la moyenne de l'enquête). 41 % déclare, par ailleurs, faire partie d'une bande ou d'un groupe d'amis (45 %)

La perception de la gestion du quartier est aussi plus négative.

38 % de ceux qui sont dans une situation financière difficile pensent que les parties communes sont en mauvais état (contre 29 % pour la moyenne de l'enquête), 27 % que la façade est dégradée (contre 19 %), 39 % que les gens se réunissent trop souvent dans les parties communes (contre 28 %). 33,5% pensent que les routes et les rues aux alentours de leur logement sont dégradées (contre 26 %), 28 % que les espaces verts sont mal entretenus (contre 22 %) et 38 % que les immeubles sont en mauvais état (contre 28 %). Pour les six questions sur la gestion, l'écart à la moyenne de l'enquête oscille entre 11 et 6 points.

Tableau : Perception de la gestion selon la situation financière (en %)

A répondu oui aux questions suivantes :

Appréciation de la gestion	« A l'aise »	« Ça va »	« C'est juste, il faut faire attention »	« Difficiles ou dettes »	Moyenne ZUS
Parties communes en mauvais état	20	26	29	38	29
Façade dégradée	14	16	19	27	19
Gens se réunissent trop souvent dans les escaliers ou parties communes	26	25	27	39	28
Caves et celliers condamnés	23	28	32	40	31,5
Rues et routes en mauvais état	24	24	24	33,5	26
Eclairage public mal assuré	9	13	16	21	15
Espaces verts mal entretenus	18	21	21	28	22
Immeubles en mauvais état	22	28	25	38	28
Pense nécessaire d'améliorer la propreté (« oui tout à fait » ou « oui plutôt »)	65	65	66	72	67

Les ménages qui sont dans une situation financière difficile sont, d'une façon générale, plus méfiants vis-à-vis des institutions. Ces ménages sont moins nombreux à dire qu'ils ont confiance et plus nombreux à dire qu'ils n'ont pas confiance. Les écarts, lorsqu'ils sont significatifs, peuvent être de 9 points : c'est le cas pour police ou la Mairie.

**Tableau : Confiance accordée aux institutions
selon la situation financière des ménages (en %)**

La question est : « Pour chacun des acteurs suivants, dites-moi si vous lui faites confiance pour améliorer la situation des quartiers en difficulté ? », réponse : « oui, confiance »

Liste des associations	« A l'aise »	« Ça va »	« C'est juste, il faut faire attention »	« Difficiles ou dettes »	Moyenne ZUS
Les associations de quartiers	47	44	43	39,5	43
L'école	60	57	58,5	53	57
La mairie	54	50	51	40	49
La police	55,5	50	50,5	40	49
Le département	39	43	39,5	37	40
La région	44	40	38	35	38
Les habitants eux-mêmes	37	36	35	28	34
La justice	39	36	35	31	35
L'Etat	36	33	29	26	30
Les institutions religieuses	34	27	28	26,5	28
Les organismes Hlm	23	29	25	24	26

La perception du devenir du quartier est aussi un peu plus négative pour les ménages qui sont dans une situation financière difficile.

27 % pensent que le quartier s'est amélioré (contre 32 % en moyenne et 38% pour les individus d'un ménage « à l'aise » financièrement) et 28 % qu'il s'est détérioré (contre 25 %). La vision de l'avenir est aussi un peu plus pessimiste, bien que les écarts ne soient pas aussi forts. 29 % pensent que le quartier va se détériorer (contre 22 % pour la moyenne de l'enquête), 23 % que la situation va rester la même (27 %), 40 % qu'elle va s'améliorer, résultat qui est proche de la moyenne de l'enquête (42 %). 79 % pensent que l'avenir des jeunes du quartier et des enfants est inquiétant (65 % pour la moyenne de l'enquête et 65 % pour les ménages qui se déclarent à l'aise).

**Tableau : Perception de l'évolution récente du quartier
selon la situation financière (en %)**

La question est : « Depuis quelques années pensez-vous que la situation s'est... ? »

	« A l'aise »	« Ça va »	« C'est juste, il faut faire attention »	« Difficiles ou dettes »	Moyenne
Améliorée	38	33	32	27	32
Détériorée	16	23	26	28	25
Est restée la même	31	25	22,5	25	25
A connu améliorations et détériorations	11	14	14	17	14
NSP	4	5	5	3	4
Total	100	100	100	100	100

**Tableau : Perception de l'évolution du quartier
selon la situation financière (en %)**

La question est : « Dans les années à venir, pensez-vous que la situation va... ? »

	« A l'aise »	« Ça va »	« C'est juste, il faut faire attention »	« Difficiles ou dettes »	Moyenne ZUS
S'améliorer	53	43	41	40	42
Se détériorer	13	19	23	29	22
Rester la même	27	29,5	27	23	27
Pas de point de vue sur la question	7	8	9	8	8
Total	100	100	100	100	100

2.4. Parmi les ménages avec enfants, la spécificité de points de vue des familles monoparentales

Nous avons insisté, précédemment, sur la spécificité du rapport au logement des ménages avec enfants. Ceux-ci avaient statistiquement plus de probabilité d'être insatisfaits de leur logement que la moyenne des interviewés. Les familles monoparentales étaient, toute chose égale par ailleurs, plus nombreuses à souligner l'existence de problèmes dans leur logement. Nous avons expliqué cette tendance par des problèmes d'usages. Sur les autres thématiques de l'enquête, les points de vue des ménages avec enfants sont assez proches des moyennes de l'enquête.

Les familles monoparentales ont, en revanche, une vision un peu plus pessimiste que celle de la moyenne de l'enquête sur la sécurité, le devenir du quartier ou la gestion des espaces collectifs.

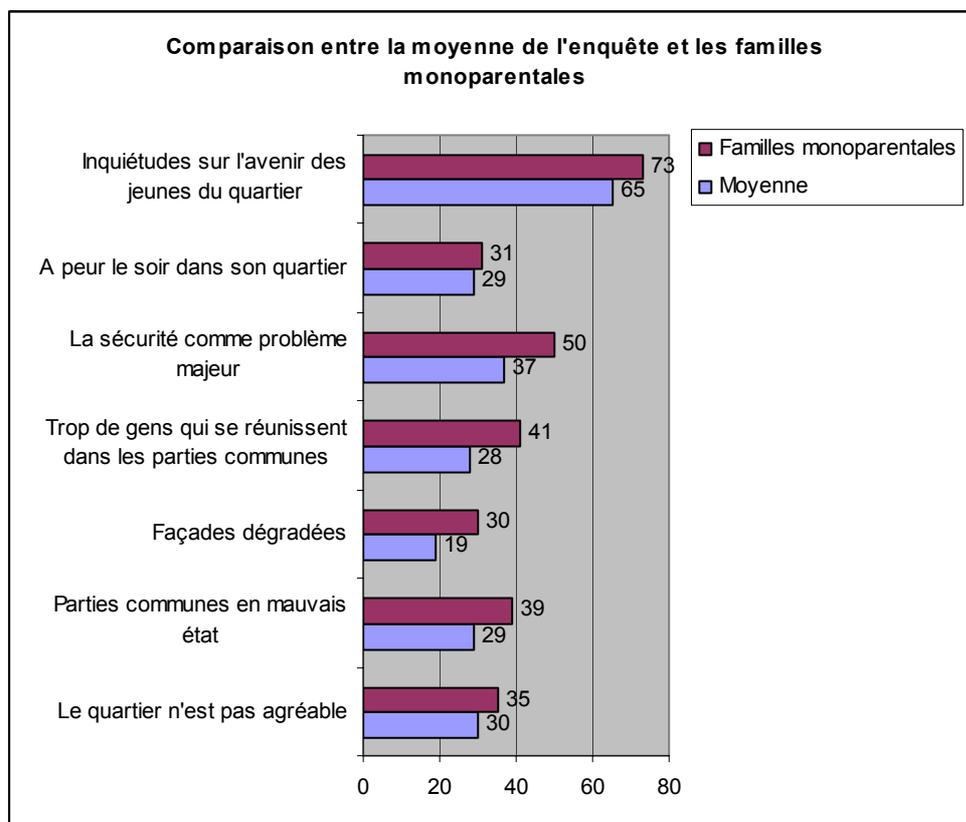
Lorsque l'on parle de familles monoparentales en Île-de-France il s'agit, dans 85 % des cas, de femmes élevant seules leurs enfants. Les familles sont un peu moins satisfaites de leur quartier que la moyenne des habitants des ZUS (48 % contre 41 %). Elles sont aussi plus souvent critiques par rapport à la gestion des espaces, particulièrement lorsqu'il s'agit des parties communes intérieures de l'immeuble. 39 % pensent que les parties communes sont en mauvais état, soit 10 points de plus que la moyenne de l'enquête. 30 % trouvent que la façade est dégradée (contre 19 % en moyenne). 41 % trouvent que des gens se réunissent trop souvent dans les parties communes (contre 28 % pour la moyenne).

Les familles monoparentales expriment plus souvent un sentiment d'insécurité que la moyenne des habitants des ZUS. 50 % trouvent que le manque de sécurité est un problème très préoccupant dans leur quartier (contre 37% pour la moyenne de l'enquête). Ce sentiment d'insécurité semble lié davantage à une inquiétude par rapport au devenir du quartier et de ses jeunes qu'à des peurs concrètes pour soi à l'intérieur du quartier. Ainsi le nombre de familles monoparentales qui déclarent avoir peur lorsqu'elles se promènent seules le soir dans leur quartier est proche de la moyenne des ZUS.

En revanche ces familles sont beaucoup plus nombreuses, toute chose étant égale par ailleurs, à redouter une détérioration du quartier dans l'avenir (30 % contre 22 %) ou à se sentir inquiète à propos de l'avenir des jeunes du quartier.

73 % pensent que l'avenir des jeunes du quartier est inquiétant, soit 8 points de plus que la moyenne de l'enquête. 45 % d'entre elles souhaitent déménager (38 % pour la moyenne de l'enquête). Elles sont plus nombreuses à souhaiter s'installer dans un autre quartier de la même commune (34 % contre 25 % pour la moyenne de l'enquête). La question concernant la raison principale du souhait de déménager a été posée de façon ouverte. Ceci explique la grande

diversité des réponses. Une des raisons les plus souvent avancées par les familles monoparentales est d'aller dans un quartier plus agréable (23 % contre 16 % pour la moyenne de l'enquête).



2.5. Un sentiment d'insécurité plus fort chez les femmes

L'enquête ZUS montre un sentiment d'insécurité nettement plus fort chez les femmes que chez les hommes.

La différence la plus nette concerne la peur de se déplacer seule le soir dans son quartier : les femmes sont 43% à avoir une telle crainte, les hommes 16% seulement. La comparaison avec l'enquête victimation de 2003 montre que ce décalage n'est pas spécifique aux ZUS. 41% des femmes interrogées lors de l'enquête victimation 2003 déclare avoir peur lorsqu'elles se déplacent seules le soir dans le quartier (contre 14% des hommes). L'écart entre les points de vue masculin et féminin (27 points) est d'ailleurs identique dans les deux enquêtes. Cet évitement du quartier le soir se double d'un évitement de certains endroits du quartier pour 48% des femmes vivant en ZUS. Là encore l'écart homme-femme est important (18 points).

L'écart est moins important en ce qui concerne d'autres questions sur l'insécurité : 21,5% des femmes se sentent en insécurité à leur domicile (contre 14,5% des hommes) ; 66% juge nécessaire d'améliorer la sécurité du quartier (contre 60% des hommes) et 45% des femmes (contre 38% des hommes) juge leur quartier peu sûr.

Les femmes vivant en ZUS ont aussi un point de vue plus pessimiste sur l'évolution récente de leur quartier. Elles sont plus nombreuses à trouver que le quartier s'est détérioré dans les dernières années (28% contre 21,5% des hommes). En revanche, il n'y a pas de différences significatives dans la perception du devenir du quartier dans les années à venir, ni dans le fait

d'être inquiète par rapport à l'avenir des enfants et des jeunes du quartier ou de penser que le manque d'autorité des parents est un problème majeur. Sur ces différents points, les avis des hommes et des femmes sont globalement similaires.

Tableau : Perception de l'insécurité selon le sexe (en %)

	Femmes	Hommes	Moyenne ZUS
Se sent personnellement en insécurité à son domicile : « oui, souvent » ou « oui, de temps en temps »	21,5	14,5	18
Problème le plus préoccupant du quartier (2 réponses possibles) : la sécurité : oui	39	35	37
Juge le quartier peu sûr : oui	45	38	42
A peur le soir quand se déplace dans son quartier : oui	43	16	29
Évite certains endroits dans son quartier : oui	48	33	41
Pense que l'avenir des enfants et des jeunes du quartier est inquiétant : oui	67	63	65
Pense que le manque d'autorité des parents est un problème majeur : oui	80	77	78
Nécessité d'améliorer la sécurité : « oui tout à fait » ou « oui plutôt »	66	60	63

Tableau : Perception de l'évolution du quartier selon le sexe (en %)

La question est : « Depuis quelques années, pensez-vous que la situation s'est... ? »

	Femmes	Hommes	Moyenne
Améliorée	28,5	36	42
Détériorée	28	21,5	22
Est restée la même	24	25,1	27
A connu des périodes d'améliorations et de détériorations	14	14,2	
Pas de point de vue sur la question	5	4	8
Total	100	100	100

2.6. Le point de vue des jeunes de 15 à 24 ans

Les 15-24 ans ont, en matière d'appréciation de leur quartier, un point de vue assez proche de la moyenne des autres habitants des ZUS¹⁹.

Les réponses des jeunes de 15 à 24 ans diffèrent pourtant fortement par rapport à celles de leurs aînés sur deux points : la sociabilité et la confiance accordée à la police.

Les jeunes de 15 à 24 ans se distinguent de la moyenne des habitants des ZUS par des réseaux relationnels beaucoup plus développés. Il est vrai que cette distinction dépasse les limites des ZUS : comme nous l'avons expliqué précédemment, la jeunesse est l'âge où les réseaux relationnels sont les plus développés. 65 % des jeunes de l'enquête ZUS, soit 20 points de plus que la moyenne de l'enquête, font partie d'une bande d'amis ou de copains qui se retrouvent plus ou moins souvent. D'une façon générale les jeunes de 15 à 24 ans sont plus intégrés dans des réseaux relationnels que leurs aînés. Ils sont aussi un peu moins nombreux à trouver qu'il est difficile d'établir des relations avec les gens qui vivent dans le quartier (27,5 % contre 31 % pour la moyenne de l'enquête). Les résultats de l'enquête ZUS montre que la sociabilité des personnes interviewées décroît de façon régulière au fur et à mesure qu'ils prennent de l'âge.

¹⁹ Lorsque les écarts à la moyenne existent, ils sont généralement faibles et non significatifs sur un plan statistique.

Les personnes âgées de 60 ans et plus sont les moins nombreuses à être intégrées dans des réseaux de sociabilité.

Le point de vue des jeunes de 15 à 24 ans se démarque nettement de la moyenne de l'enquête en matière de confiance accordée à la police. Les relations conflictuelles entre les jeunes de ces quartiers et la police expliquent sans doute la plus faible confiance accordée par cette tranche d'âge. 39% des 15 à 24 ans déclare lui accorder leur confiance contre 49% pour la moyenne de l'enquête. 45% des 25-39 ans font confiance à la police pour améliorer la situation des quartiers en difficulté, 54% des 40 à 59 ans et 59% des 60 ans et plus. La police est l'institution qui suscite la plus forte défiance chez les jeunes. On notera qu'il n'y a pas, en revanche, de différence significative par rapport à la justice : 34% des 15-24 ans lui accorde leur confiance contre 35% pour la moyenne régionale.

Tableau : La confiance accordée aux institutions par les 15-24 ans (en %)

La question est : « Pour chacun des acteurs suivants, dites-moi si vous lui faites confiance pour améliorer la situation des quartiers en difficulté ? »

	15-24 ans				Moyenne ZUS			
	Confiance	Pas confiance	Plus ou moins confiance	NSP	Confiance	Pas confiance	Plus ou moins confiance	NSP
Les associations de quartiers	41	14	37,5	7	43	15	32	10
L'école	55	19	24	2,5	57	12	23	8
La mairie	41	18	38,5	2	49	17	31,5	3
La police	39	29	30,5	1	49	18,5	31	2
Le département	37	13	41	9	40	14	34	12
La région	36	15	40	10	38	14	34	13
Les habitants eux-mêmes	32	31	35	2	34	26	36	4
La justice	34	22	39	4	35	23	36	6
L'Etat	32	28	36	4	30	29,5	36	5
Les institutions religieuses	27	33	33	7	28	32	29	12
Les organismes Hlm	26	32	39	3	26	32,5	35	7

Pour les autres institutions, les écarts existent (en règle générale, les jeunes sont un peu moins nombreux que la moyenne régionale à accorder leur confiance) mais ils sont beaucoup plus modérés. Les 15 à 24 ans se montrent d'une façon générale plus souvent mitigés ou hésitants que la moyenne des habitants des ZUS dans les réponses à ces questions. La tranche d'âge des plus de 60 ans adopte au contraire une attitude beaucoup plus tranchée dans les avis qu'elle émet vis-à-vis des institutions. Le point de vue vis-à-vis de l'école ressort toutefois avec 19% de « Pas confiance » pour les jeunes contre 12% en moyenne. Le taux de confiance accordé à la mairie est aussi plus faible chez les 15-24 ans que parmi la moyenne alors qu'il est, en revanche, nettement plus élevé chez les 60 ans et plus (61 % contre 49 % pour la moyenne de l'enquête).

Les réponses concernant la perception de l'insécurité sont plus délicates à interpréter. Il existe des écarts significatifs entre classes d'âge sur les questions relatives au sentiment d'insécurité mais ceci sont parfois très faibles. C'est le cas pour la question concernant la perception de la dégradation du quartier et celle concernant le fait de trouver le quartier peu sûr. En revanche les 15 à 24 ans semblent plus sensibles que leurs aînés à la mauvaise réputation du quartier : 58% pense que le quartier a mauvaise réputation contre 53% pour la moyenne de l'enquête et 44%

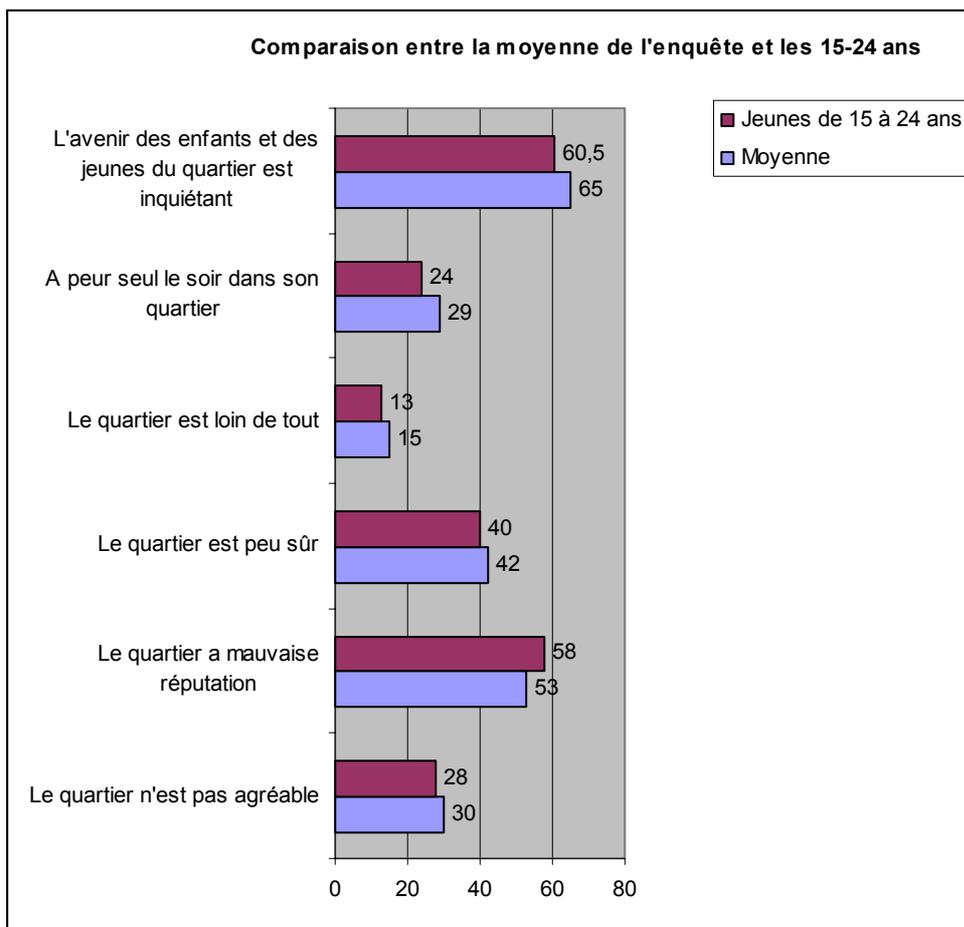
seulement pour les plus de 60 ans. D'une façon générale, les jeunes ont un sentiment d'insécurité moins fort que leurs aînés. Ils sont un peu moins nombreux à déclarer avoir peur lorsqu'ils se déplacent seuls le soir dans leur quartier (24 % contre 29 % pour la moyenne de l'enquête et 37 % pour les plus de 60 ans). Ils sont moins nombreux à penser qu'il est nécessaire d'améliorer la sécurité (54% contre 63% pour la moyenne de l'enquête et 68% pour les 60 ans et plus).

Tableau : Perception de l'insécurité selon l'âge (en %)

	15 à 24 ans	25 à 39 ans	40 à 59 ans	60 ans et plus	Moyenne ZUS
Juge le quartier dégradé : oui	49	48	45	46	47
Juge le quartier peu sûr : oui	40	42	43	41	42
A peur le soir quand se déplace dans le quartier : oui	24	27	32	37	29
Pense que le quartier a mauvaise réputation : oui	58	54	54	44	53
Pense que l'avenir des enfants et des jeunes du quartier est inquiétant : oui	60,5	64	69	65	65
Pense que le manque d'autorité des parents est un problème majeur : oui	66	79	83	85	78
Nécessité d'améliorer la sécurité : « oui tout à fait » ou « oui plutôt »	54	61	69	68	63

Les jeunes de 15 à 24 ans sont toutefois moins nombreux que leurs aînés à penser que le manque d'autorité des parents est un problème majeur (66% contre 78% pour la moyenne de l'enquête). L'idée de déficit d'autorité parentale est aujourd'hui partagée par une majorité d'habitants des ZUS, toutes générations confondues. Une majorité de jeunes (66%) pense que le manque d'autorité est un problème majeur et lui attribue une partie des problèmes du quartier.

Les propositions des jeunes de 15 à 24 ans par rapport aux points à améliorer en priorité dans le quartier ne diffèrent pas significativement de celles de leurs aînés.



Le souhait de déménager est, comme attendu, très lié à l'étape du cycle de vie. La proportion de jeunes de 15 à 24 ans qui doit ou qui souhaite déménager est proche de la moyenne de l'enquête (35 % contre 38 %). Deux catégories d'âge se distinguent dans leurs réponses à cette question : les plus de 60 ans qui sont peu nombreux à souhaiter déménager (21 %) et les 25-39 ans qui sont, en revanche, beaucoup plus nombreux à vouloir déménager (49 %).

2.7. Des différences marquées entre propriétaires, locataires du privé et locataires Hlm

Le statut d'occupation a toujours eu un fort impact sur l'appréciation du lieu d'habitat. Les résultats de l'enquête logement montrent que les propriétaires d'Île-de-France sont globalement plus satisfaits de leur lieu d'habitat que les locataires : ils sont plus nombreux à être satisfaits de leur logement, moins nombreux à souhaiter déménager ou à déplorer des lacunes dans l'entretien et la tranquillité de leur quartier [ENL, 2004].

L'enquête ZUS de l'Iaurif fait apparaître des tendances similaires à propos du logement : 91 % des propriétaires se disent satisfaits de leur logement, contre 75 % des locataires du privé et 74 % des locataires Hlm.

47 % des propriétaires pensent qu'il est nécessaire d'améliorer leur logement contre 61 % des locataires du logement social et 62 % des locataires du privé. En termes d'appréciation du logement, l'opposition principale est bien entre propriétaires et locataires des ZUS. Les propriétaires dans les ZUS sont moins souvent confrontés à des problèmes d'humidité (12 % contre 20 % pour la moyenne de l'enquête), de chauffage (8 % contre 15 %) ou de vétusté (5 %

contre 13 %). En matière d'appréciation du logement, les réponses des locataires sont très homogènes, quel que soit le statut de leur habitat. Le chauffage fait toutefois exception puisque les locataires du privé sont plus nombreux à s'en plaindre. Le parallèle avec l'enquête ENL se retrouve aussi dans les perspectives de mobilité : les propriétaires sont nettement moins nombreux à vouloir déménager (18 %) que les locataires du privé et du public (44 %, quel que soit le type de statut du logement).

Tableau : Appréciation du logement selon le statut d'occupation (en %)

	Propriétaires	Locataires du privé	Locataires Hlm	Moyenne habitants ZUS
Est satisfait de son logement : « oui, très satisfait » ou « oui, plutôt satisfait »	91	75	74	78
Oui, mon logement est humide	12	23	22	20
Oui, mon logement est mal chauffé	8	22	16	15
Oui, mon logement est en mauvais état	5	17	15	13
Oui, il m'arrive de me sentir en insécurité à mon domicile (souvent, de temps en temps)	15	14,5	20,6	18
Point à améliorer en priorité : les logements (« oui tout à fait », « oui plutôt »)	47	62	61	58
Actuellement, souhaite déménager	18	44	44	38

En termes d'appréciation générale du quartier l'opposition principale est entre les locataires du logement social et les autres.

Les locataires Hlm sont moins nombreux à trouver leur quartier agréable (63 %) que les propriétaires (79 %) et les locataires du privé (74 %). En matière d'appréciation de l'entretien et de la gestion des espaces résidentiels, les différences de points de vue sont plus ou moins nettes et lisibles selon les cas. Certains dysfonctionnements de gestion sont beaucoup plus fréquemment pointés par les locataires du logement social. Ainsi 32 % des locataires Hlm se plaignent de rassemblements fréquents dans les halls et les parties communes. Ce problème n'est cité que par 15 % des propriétaires et des locataires du privé. Les locataires du logement social sont aussi plus nombreux à pointer des dysfonctionnements de gestion tels que les façades dégradées (21 %) ou les caves et les celliers condamnés (37 %). Ils sont aussi plus nombreux à identifier des problèmes dans la gestion du quartier : rues et routes en mauvais état (28 %), éclairage public mal assuré (18 %), espaces verts mal entretenus (25 %). Un nombre un peu plus important d'entre eux (69 %) attend une amélioration de la propreté dans le quartier.

Sur toutes les questions relatives à l'entretien et la gestion du quartier, les propriétaires ont un point de vue plus positif que les locataires du logement social.

Le point de vue des locataires du privé sur la gestion est en revanche plus fluctuant et difficile à interpréter. Ces derniers ont en règle générale un point de vue assez proche de celui des propriétaires. Les écarts de résultats sont alors assez faibles et peu significatifs. Les réponses à deux questions font exception : les locataires du privé sont beaucoup plus nombreux que les

propriétaires à trouver que les parties communes sont en mauvais état (28 % contre 16 %) et à penser que les immeubles environnants sont en mauvais état (33,5 % contre 25 %). Mais c'est surtout dû au fait que les locataires sont en appartement et les propriétaires en maison individuelles.

Tableau : Appréciation de la gestion selon le statut d'occupation (en %)

A répondu oui aux questions suivantes

	Propriétaires	Locataires du privé	Locataires Hlm	Moyenne habitants ZUS
Parties communes en mauvais état	16	28	32	29
Façades dégradées	16	15	21	19
Gens se réunissent trop souvent dans les escaliers ou parties communes	15	15	34	28
Caves et celliers condamnés	21	16	37	31,5
Rues et routes en mauvais état	24	19,5	28	26
Eclairage public mal assuré	9	10	18	26
Espaces verts mal entretenus	15	19	25	26
Immeubles en mauvais état	25	33,5	28	28
Pense nécessaire d'améliorer la propreté (« oui tout à fait » ou oui « plutôt »)	61,5	65	69	67

Le sentiment d'insécurité diffère aussi de façon significative en fonction du statut d'occupation.

Il est plus fort chez les locataires du logement social. Ces derniers sont en effet plus nombreux à trouver que la sécurité est le problème le plus préoccupant du quartier (41 %), que le quartier est dégradé (51 %), qu'il est peu sûr (45 %), qu'il a mauvaise réputation (59 %) et qu'il est nécessaire d'améliorer la sécurité (66,5 %). C'est donc bien pour les locataires du logement social que les points de vue sont les plus négatifs tant en termes de gestion, de perception de la réputation du quartier que d'insécurité, ces différents facteurs étant d'ailleurs souvent couplés. Les inquiétudes spécifiques des locataires du logement social méritent d'être soulignées et appellent des réponses spécifiques.

Les écarts de résultats entre locataires du privé et du public restent, là encore, plus difficiles à interpréter. Ils fluctuent en fonction des réponses. On notera par exemple que la préoccupation d'insécurité est légèrement mais significativement plus forte chez les propriétaires (33,5 %) que chez les locataires du privé (26 %). Pour les propriétaires, il est possible que la crainte d'une dégradation de leur patrimoine et l'inquiétude d'une dévalorisation de leur bien accroissent, toute chose étant égale par ailleurs et en comparaison avec les locataires du privé, leur sentiment d'insécurité.

Tableau : Perception de l'insécurité selon le statut d'occupation (en %)

	Propriétaires	Locataires du privé	Locataires Hlm	Moyenne habitants ZUS
Problèmes le plus préoccupant du quartier (2 réponses possibles) : la sécurité : oui	33,5	26	41	37
Juge le quartier dégradé : oui	37,5	43	51	47
Juge le quartier peu sûr : oui	38	34	45	42
Pense que le quartier a mauvaise réputation : oui	41	47	59	53
Nécessité d'améliorer la sécurité : « oui, tout à fait » ou « oui, plutôt »	58	55	66,5	63

Ce sentiment d'insécurité se traduit par des inquiétudes plus fortes chez les locataires du logement social quant à l'avenir des enfants et des jeunes du quartier (72 %) que chez les propriétaires (53 %) ou les locataires du privé (54 %).

Les locataires du logement social sont aussi plus nombreux à pointer des problèmes d'autorité de la part des parents (81 %, contre 68,5 % pour les locataires privés et 75,5 % pour les propriétaires). Comme nous l'avons fait remarquer précédemment, la confiance accordée aux Hlm est de 29 % pour les locataires Hlm et 17 % pour les propriétaires.

Tableau : Perception de l'évolution récente du quartier selon le statut d'occupation (en %)

La question est : « Depuis quelques années pensez-vous que la situation s'est... ? »

	Propriétaires	Locataires du privé	Locataires Hlm	Moyenne
Améliorée	34,5	30	31	32
Détériorée	22	18,5	27	25
Est restée la même	29	31	22	25
A connu améliorations et détériorations	12	13	15	14
NSP	2	8	5	4

Tableau : Perception de l'évolution du quartier selon la situation financière (en %)

La question est : « Dans les années à venir, pensez-vous que la situation va... ? »

	Propriétaires	Locataires du privé	Locataires Hlm	Moyenne
S'améliorer	46	45	40,5	42
Se détériorer	16	17,5	25	22
Rester la même	30	27	26	27
Pas de point de vue sur la question	8	10,5	8	8

Par rapport à l'enquête ENL, l'enquête ZUS fait apparaître plus nettement la spécificité de points de vue des locataires du logement social des ZUS.

Conclusion

Pour la majorité des habitants des ZUS franciliennes interviewés dans le cadre de l'enquête de l'Iaurif, ce n'est ni le logement, ni le bâti, ni l'insertion urbaine qui constituent les problèmes majeurs dans leur quartier. D'après cette enquête, sur ces différents thèmes la satisfaction est globalement et en moyenne au rendez-vous. Le taux de satisfaction par rapport au logement est relativement élevé dans les ZUS d'Île-de-France (78%) si on le compare aux résultats de l'ENL 2002 où 70% des Franciliens se déclarent satisfaits de leurs conditions de logement²⁰. Le nombre de ceux qui pensent que le quartier est loin de tout est équivalent dans les ZUS (15%) et sur l'ensemble du territoire francilien (15,5%). Les souhaits de mobilité résidentielle des habitants des ZUS sont proches de la moyenne des Franciliens (38% dans les ZUS, contre 33% en Île-de-France d'après l'ENL 2002). Il importe aussi de souligner qu'une majorité de personnes interviewées trouve leur quartier agréable (68 %).

Les motifs d'insatisfactions vis-à-vis du quartier sont pourtant nombreux dans les ZUS d'Île-de-France. La comparaison avec les données régionales témoigne, sur des questions importantes, d'une insatisfaction plus forte que sur l'ensemble du territoire francilien.

Le vécu des habitants des ZUS est en effet loin d'être idyllique. Si ceux qui trouvent que leur quartier n'est pas agréable sont minoritaires parmi les habitants des ZUS (30%), la proportion est néanmoins beaucoup plus élevée que dans le reste de l'Île-de-France (14%, dans l'enquête EPCV régionale). Ceux qui se plaignent de problèmes d'entretien et de gestion sont plus nombreux dans les ZUS franciliennes que dans le reste de la région. Le sentiment de vivre dans un quartier stigmatisé y est particulièrement fort. Face à ces difficultés, les personnes interviewées sont nombreuses à attendre des améliorations, notamment en matière de gestion et d'image de leur quartier.

Le sentiment d'insécurité est aussi plus élevé dans les ZUS que dans le reste de l'Île-de-France. 42% des habitants des ZUS pense que le quartier n'est pas sûr (contre 22% pour la moyenne régionale, dans l'enquête victimation 2004). Ce sentiment a des causes multiples et entretient des relations complexes avec la victimation. Il renvoie à des déficits de gestion du quartier. Il s'alimente des difficultés de régulation entre locataires pour établir des normes partagées concernant la façon de vivre. Pour ne donner qu'un exemple, le taux d'habitants qui se disent gênés par le bruit des voisins est beaucoup plus élevé dans les ZUS (43%) que dans l'ensemble de la région (31% dans l'enquête EPCV régionale). L'enquête de l'Iaurif montre que, dans ces quartiers, le «vivre ensemble» pose problème. Le droit à l'anonymat, à la protection et à la mise à distance des autres, voisins y compris, est un des fondements de la vie dans les métropoles [Simmel, 1979]. La possibilité de maîtriser son environnement et les relations avec son voisinage, le droit de bénéficier d'un cadre de vie sûr et calme sont aujourd'hui reconnus comme légitimes. Une partie des habitants des ZUS, confrontés aux bruits des voisins, à la présence de jeunes dans les cages d'escaliers ou au sentiment de vivre dans un quartier qui n'est pas sûr, n'ont pas le sentiment d'en bénéficier.

Cette enquête met en lumière l'inquiétude très forte des personnes interviewées par rapport à l'avenir de leurs enfants et des jeunes du quartier.

Ces inquiétudes massives expriment une défiance collective des habitants de ces quartiers vis-à-vis des mécanismes d'intégration sociale. Cette perception pessimiste est malheureusement

²⁰ La question n'est pas exactement la même dans les deux enquêtes.

confirmée par les évolutions récentes des taux de chômage. Dans les ZUS d'Île-de-France, en 1999, le taux de chômage était de 19,6%, soit près de deux fois plus élevé que dans le reste de la région. La question de l'emploi pèse assurément lourdement sur le présent de ces quartiers et sur la perception de leur devenir. Les habitants des ZUS dont le taux de chômage est élevé ont une perception systématiquement plus négative de leur environnement que ceux qui résident dans des ZUS où le chômage est plus faible. L'inquiétude relative à l'avenir des jeunes y est plus aiguë et le quartier est plus souvent perçu comme un lieu insécurisant que dans les ZUS où le taux de chômage est plus faible.

L'enquête fait aussi apparaître les ressources et les atouts de ces quartiers. En effet, contrairement à l'image trop fréquemment véhiculée par les médias, ces quartiers disposent de réelles potentialités.

L'enquête montre que les habitants des ZUS sont plus souvent impliqués dans des réseaux de sociabilités informelles que la moyenne des Franciliens. Seule une minorité souffre d'isolement et d'ennui.

Elle confirme l'existence d'une véritable identité de quartier, ce qui n'est pas le cas dans tous les contextes socio-urbains. Pour la plupart des personnes interrogées, le quartier existe comme une entité identifiée, avec sa réputation, ses atouts et ses difficultés. Des travaux sociologiques ont montré la diversité des rapports des habitants des quartiers défavorisés à leur lieu de vie et mis en évidence les processus d'investissement d'une partie des habitants. Ils ont montré que cet investissement pouvait être positif, et témoigner d'un attachement au quartier, ou qu'il pouvait être négatif, et signifier une mise à distance ou un rejet du quartier. Les spécificités sociologiques des ZUS, telles qu'elles apparaissent au travers de l'enquête quantitative de l'Aurif mais aussi d'autres travaux, méritent d'être reconnues et prises en compte dans les interventions menées dans ces quartiers.

L'importance des écarts à la moyenne au sein de l'enquête montre aussi que les ZUS d'Île-de-France ne sont pas homogènes. Cette diversité est connue. Elle conduit une partie des professionnels et des élus à demander une révision du périmètre de ces territoires.

Plusieurs modalités pèsent sur l'appréciation du quartier et expliquent les écarts à la moyenne. La principale, nous l'avons souligné, est le taux de chômage de la ZUS. Celui-ci influe fortement sur la perception du quartier par les habitants. D'autres modalités jouent, quoique dans une moindre mesure. Ceux qui ont un faible niveau d'études ou qui sont dans une situation financière difficile ont généralement une perception plus négative de leur cadre de vie et une vision plus pessimiste du devenir du quartier et de ses habitants. Ces résultats confirment l'existence d'une corrélation entre des facteurs de fragilisation socio-économique et une insatisfaction diffuse vis-à-vis de son quartier. Pour dire les choses simplement, plus une personne est fragilisée sur le plan socio-économique et (vraisemblablement) sur le plan personnel, plus elle a de risque d'avoir un jugement négatif sur son cadre de vie et de se sentir en insécurité. Tout se passe comme si le quartier pouvait, pour certains habitants qui sont dans un cumul de difficultés objectives et subjectives, jouer le rôle du symptôme de diverses insatisfactions et offrir l'occasion d'extérioriser un malaise plus général. Ces insatisfactions témoignent d'une fragilisation de l'image de soi et de la capacité à se projeter dans l'avenir.

Différents indices témoignent aussi d'un manque de confiance des habitants dans leurs capacités d'agir collectivement pour améliorer le devenir de leur quartier. Ceci n'est pas sans lien avec le faible engagement associatif des habitants de ces quartiers (20% font partie d'une association contre 38% pour la moyenne régionale). Ces données semblent pointer une

difficulté des habitants de ces quartiers à envisager un projet collectif, à se projeter ensemble dans un devenir. L'enquête de l'Iaurif montre aussi que les habitants des ZUS ont une confiance plus forte dans les institutions de proximité telles que l'école (57%), la Mairie (49%) ou les associations de quartier (43%). La police recueille un taux de confiance de 49%²¹.

L'analyse des résultats de cette enquête confirme notre hypothèse de départ : il existe des décalages entre les perceptions des habitants concernant leur quartier et les représentations les plus courantes sur ces quartiers. Les réponses des habitants des ZUS sont souvent surprenantes. Elles conduisent à s'interroger sur les choix récents en matière d'intervention dans les quartiers. En effet depuis plusieurs années, le volet immobilier et urbain des projets (amélioration du bâti, du logement, du cadre de vie, insertion urbaine...) a souvent été privilégié au détriment d'actions ciblées sur l'insertion économique et professionnelle, l'accompagnement social, la formation ou le développement des capacités individuelles et collectives des habitants. La mise en place du Programme National de Rénovation Urbaine et différentes mesures telles que la baisse des crédits aux associations ont accentué le déséquilibre en faveur du volet immobilier des projets. Depuis quelques mois une volonté de rééquilibrage semble d'ailleurs se manifester.

En regard, les difficultés énoncées par les habitants renvoient à un champ large et complexe de problèmes à la fois objectifs et subjectifs. Le chômage, la montée de l'incertitude et du sentiment d'insécurité, craintes face à l'avenir des enfants et des jeunes et les difficultés à se projeter dans l'avenir y occupent une place centrale. Les façons de répondre à ces demandes sont multiples et suscitent aujourd'hui des débats. Ces problèmes, formulés ici de façon générale, indiquent néanmoins des pistes pour la réflexion et pour l'action. Celles-ci viseraient à soutenir les habitants dans leur capacité à construire leurs trajectoires professionnelles, familiales ou résidentielles, ainsi que dans leur capacité collective à se projeter dans l'avenir et à s'organiser pour améliorer le devenir de leur quartier.

²¹ Pour ces questions nous n'avons pas de comparaison possible avec des moyennes régionales.

ANNEXE 1 :

PRESENTATION DE L'ENQUETE ET DE SON EXPLOITATION

1. Les Zones Urbaines Sensibles : définition et présentation

Cette enquête réalisée en juin et juillet 2004 a pour but d'étudier le rapport au quartier des habitants des quartiers concernés par la politique de la ville.

La géographie prioritaire de la politique de la ville distingue deux types de territoires : les contrats de ville (qui incluent les GPV et les ORU) et les Zones Urbaines Sensibles (qui incluent les ZRU et les ZFU). L'observatoire national, crée par la loi du 1^{er} août 2003, s'appuie sur les ZUS qui deviennent des unités d'observation et de suivi de la politique de la ville. Les limites des ZUS sont établies de façon réglementaire.

Encadré : Historique sur la création des ZUS, ZRU et ZFU et principaux critères de zonage

Les ZUS ont été créées par l'article 42 de la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement territorial du 4 février 1995. Elles s'inspirent du principe de zonage inscrit dans la loi d'Orientation pour la ville de juillet 1991. Leur liste a été fixée par décret et « leur périmètre a fait l'objet de négociations se fondant sur une approche empirique des réalités sociales, urbaines et économiques » [Observatoire national des ZUS, 2004]. Avec les ZUS et les zones franches urbaines (ZFU) le zonage devient réglementaire et s'appuie sur une batterie de critères statistiques. Il ouvre le droit à des dérogations fiscales et sociales. L'objectif est de relancer l'activité économique et l'emploi dans les zones sélectionnées.

Les principaux critères retenus pour le zonage sont les suivants : - taux de la population du quartier par rapport à la ville, - taux de chômage, - part des non diplômés, - potentiel fiscal de la commune ou des communes, - présence de grands ensembles ou de quartiers d'habitat dégradés. Les ZUS correspondent aux "grands ensembles ou quartiers d'habitat dégradé connaissant un déséquilibre accentué entre l'emploi et l'habitat".

Les ZRU sont incluses dans les ZUS. Elles sont situées dans des communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine (DSU). Les ZFU intègrent le périmètre d'une ZRU, mais s'élargissent à des espaces limitrophes. Elles correspondent aux quartiers de plus de 10 000 habitants présentant les caractéristiques les plus dégradées en termes de chômage, de qualification professionnelle ou de ressources des communes concernées [Atlas des quartiers en politique de la ville, Iaurif, 2005].

L'idée d'actualiser la géographie prioritaire des quartiers d'habitat sociale en révisant les périmètres des ZUS est aujourd'hui largement partagée [André, 2005]. Plusieurs raisons expliquent cette volonté de réforme. En premier lieu les périmètres datent. Ils ont été fixés en 1996, sur la base de données datant du début des années 1990 et n'ont pas été révisés depuis. D'autre part une partie importante des populations pauvres d'Île-de-France ne vivent pas dans les quartiers en ZUS mais ailleurs (en centre ville, dans le péri-urbain, en milieu rural...) [Sagot, 2001].

Les 157 ZUS d'Île-de-France rassemble près de 12 % de la population francilienne.

Tous les départements franciliens comptent des quartiers classés en ZUS. Ceux-ci sont toutefois plus concentrés dans le nord et l'est de Paris et dans les trois départements de la petite couronne, particulièrement en Seine-Saint-Denis et dans l'est du Val d'Oise, que dans les quatre départements de la grande couronne.

Il y a 23 ZFU en Île-de-France depuis le 1^{er} janvier 2004 : 14 nouvelles ont été créées en plus des 9 existantes précédemment. Elles ne sont pas réparties de manière homogène sur le territoire, aucune n'étant localisée à Paris. 10 ZFU sont en petite couronne : 8 en Seine-Saint-Denis et 2 en en Val-de-Marne. Les 13 ZFU de grande couronne se répartissent de manière égale entre les 4 départements.

Les ZUS franciliennes présentent des traits communs : une population souvent plus jeune et moins diplômée que la moyenne régionale, un taux de chômage nettement supérieur à la moyenne, un nombre d'étrangers plus élevé que dans d'autres quartiers. Le parc de logements y est aussi atypique, avec une forte concentration de locataires sociaux (62 %) et une proportion très faible de propriétaires ou d'accédants (4,6 %) [Lacoste, Mandon, 2002]. La comparaison entre la situation de 1990 et celle de 1999 montre par ailleurs une tendance à la paupérisation et à l'aggravation des situations socio-économiques dans les ZUS entre les recensements de 1990 et 1999. Entre ces deux dates les ZUS franciliennes ont, davantage que le reste de la région, pâti d'un contexte économique morose.

Tableau : Quelques traits saillants des ZUS d'Île-de-France

	ZUS d'Île-de-France		Région Île-de-France
	1990	1999	1999
Population des moins de 20 ans	33,4%	32,2%	25,2%
Non-diplômés (hors élèves-étudiants)	31,5%	27,4%	18,9%
Nationalité étrangère	22,8%	21,6%	11,9%
Taux de chômage	13,3%	19,6%	11,5%
Résidences principales dont propriétaires ou accédants	4,9%	4,6%	44,3%
dont locataires Hlm	58,2%	61,8%	23,4%

Source : Recensement de la population, INSEE

Au-delà de ces traits communs, les ZUS franciliennes ne constituent pas un ensemble homogène. Elles diffèrent notamment par leur taille et par leur poids démographique par rapport à la population totale de la commune. Elles diffèrent aussi par leur situation économique (les taux de chômage des ZUS sont compris entre 7,5% et 36,4%), leur localisation géographique, leur accessibilité par rapport aux réseaux de transports en commun et aux aménités urbaines.

S'il existe de nombreux dispositifs d'observation des quartiers en difficulté, rares sont ceux qui intègrent le point de vue des habitants eux-mêmes dans leur observation.

Les enquêtes quantitatives sur l'appréciation de leur quartier par les habitants des territoires en politique de la ville restent peu nombreuses aujourd'hui. Parmi les enquêtes pionnières, citons celle menée par le BIPE-Conseil à la demande de la CDC auprès de 800 habitants et 500 professionnels « experts » [BIPE, 1999] ou celles menées par le CSTB depuis le début des années 1990 [Allen et Bonetti, 1999]. Aujourd'hui plusieurs agences d'urbanisme, celle de la région Grenobloise ou du pays de Montbéliard par exemple, intègrent le point de vue des habitants dans leurs observatoires locaux.

L'enquête ZUS de l'Iaurif présente donc un intérêt particulier.

2. Les caractéristiques techniques de l'enquête

2.1. Le questionnaire

L'enquête couvre un thème très large, celui du rapport au quartier et de l'appréciation du cadre de vie.

Pour cerner ce thème, le questionnaire comporte des questions très diverses :

- rapport au logement : appréciation, gênes, sentiment d'insécurité... ;
- appréciation de la gestion des parties communes et de l'espace résidentiel proche : entretien, caves, éclairage, dégradations... ;
- appréciation des aménités du quartier : offre d'équipements, de services, aménagement des espaces ;
- perception de la sécurité : sentiment d'insécurité, déplacements le soir dans le quartier, évitement de certaines zones... ;
- souhait de mobilité résidentielle ;
- sociabilité locale : relations de voisinage, implication dans des associations, relations amicales, sentiment de solitude... ;
- attentes précises en matière d'équipements, de services et d'amélioration ;
- perception de l'évolution et du devenir du quartier ;
- confiance dans les institutions nationales et locales.

Un des objectifs de cette enquête est de comparer les points de vue des habitants des ZUS d'Île-de-France sur leur quartier avec ceux de l'ensemble des Franciliens.

Pour cela le questionnaire de l'Iaurif s'est inspiré de trois enquêtes existantes et réalisées notamment en Île-de-France :

- l'Enquête Permanente sur les Conditions de Vie des ménages (EPCV) de l'Insee, et plus particulièrement celle de 2001 dont la partie variable s'intitule « Vie de quartier ». Elle porte de façon plus ciblée sur la perception et l'usage de leur quartier par les habitants et inclut des questions sur la sécurité quotidienne et la victimation²² ;
- dans une moindre mesure, l'Enquête Nationale Logement (ENL) (dernière enquête de 2002, INSEE) qui explore l'aspect particulier du logement et l'enquête Victimation (2001, 2003, 2005) réalisée par l'Iaurif à la demande du Conseil Régional d'Île-de-France et qui porte sur le sentiment d'insécurité et la victimation.

Sous réserve de précautions méthodologiques, les résultats de l'enquête ZUS de l'Iaurif sont comparés avec les résultats de ces enquêtes. Les décalages temporels qui existent entre ces différentes enquêtes (3 années maximums avec EPCV, par exemple) n'empêchent pas la

²² Un nouveau passage doit être réalisé en 2005 par l'Insee à la demande de la DIV et de l'observatoire nationale de la délinquance.

comparabilité de ces enquêtes en termes d'analyse des tendances. Toutefois, les écarts réels ne peuvent être quantifiés de manière précise.

2.2. L'échantillonnage et le déroulement de l'enquête

L'enquête a été menée auprès de 2420 ménages représentatifs de la population des 15 ans ou plus vivant en ZUS en Île-de-France.

L'échantillonnage a été fait selon la méthode des quotas, qui sont de deux ordres :

- géographiques : distinction zone franche urbaine (ZFU)²³ – hors ZFU, Paris – grande couronne – petite couronne, type de chômage (faible, moyen, fort) ;
- et socio-économiques : sexe, âge, activité, taille du ménage, nationalité de la personne de référence.

Le terrain a été réalisé par l'institut d'études TNS-SOFRES, entre juin et juillet 2004. Il a débuté par la collecte en face à face, dans les ZUS sélectionnées tout en respectant les quotas géographiques. A ce stade, le taux de personnes ne pouvant être jointes par téléphone (liste rouge ou portable uniquement) était de 45,5%. Pour pallier, partiellement, à ce manque de représentativité de cette partie de la population, 208 personnes supplémentaires, ne possédant pas de téléphone fixe ou ayant leur numéro sur liste rouge, ont été interrogées en face à face. Le reste de l'échantillon est composé de 1707 individus interrogés par téléphone (tirage aléatoire des numéros de téléphone), en respectant les quotas. Les deux modes d'interview « combinés », téléphone et face-à-face, donne une caractéristique originale à cette enquête. Au total, 153 sur les 157 ZUS situées en Île-de-France ont été touchées par cette enquête.

2.3. L'analyse de l'enquête

L'enquête étant qualitative (satisfaction vis-à-vis du quartier, opinion sur le manque de tel ou tel équipement, etc...), l'analyse des résultats s'est faite d'après des régressions logistiques (variable expliquée qualitative). L'intérêt des modèles logit est d'isoler l'effet propre d'un facteur (sexe, âge, statut d'occupation, etc...) sur la probabilité de répondre telle réponse plutôt qu'une autre. De ce fait, l'interprétation des résultats se fait par un raisonnement « toutes choses égales par ailleurs », une modalité de référence étant choisie pour chaque variable explicative.

Les facteurs explicatifs choisis sont à la fois des facteurs descriptifs de l'individu, de son ménage, mais aussi de la ZUS dans laquelle il vit. Selon la question posée, certains facteurs sont plus discriminants que d'autres.

Les facteurs individuels :

- *sexe* ;
- *niveau d'études* : niveau 3^{ème} ou n'a jamais fait d'études, CAP BEP BAC, enseignement supérieur ;
- *âge et situation professionnelle* : ces deux facteurs ne se sont pas révélés significatifs lorsqu'ils étaient introduits dans le modèle séparément (tranches d'âge 15-24 ans/25-39 ans/40-59 ans/60 ans et plus, et actif occupé/chômeur/inactif). Les catégories socioprofessionnelles n'apparaissent pas non plus comme discriminantes. Cependant, dans le contexte des ZUS, il s'est trouvé intéressant de distinguer les actifs en situation

²³ Les ZFU correspondent aux quartiers de plus de 10 000 habitants présentant les caractéristiques les plus dégradées en matière de chômage, de qualification professionnelle ou de ressources des communes concernées.

précaire (CDD, intérim, temps partiel,...) de ceux qui étaient salarié en CDI. En effet, l'appréciation du cadre de vie n'est pas la même lorsque l'on a une situation professionnelle stable. Le choix s'est donc porté sur la variable « âge et situation professionnelle » dont les modalités sont les suivantes : étudiant-élève-en formation, salarié CDI à temps plein-moins de 30 ans (inclus), salarié en situation précaire-moins de 30 ans (inclus), salarié CDI à temps plein-plus de 30 ans, salarié en situation précaire- plus de 30 ans, inactif de moins de 60 ans (femmes au foyer notamment), retraité ou inactif de plus de 60 ans.

Les facteurs liés au ménage :

- *statut d'occupation du logement* : propriétaire ou accédant, locataire Hlm, locataire privé ou autre statut d'occupation ;
- *ancienneté dans le logement*, qui est ici une approximation à minima de l'ancrage dans le quartier actuel : ancienneté dans le logement inférieure à 3 ans, entre 3 et 5 ans, supérieure à 5 ans ;
- *présence dans le ménage d'une personne ne maîtrisant la langue française*, qui est ici une indication plus fine que peut l'être la nationalité sur l'origine étrangère du ménage ;
- *type de ménage* : personne seule, couple sans enfant, couple avec enfant, famille monoparentale, autre (...);
- *opinion du ménage sur sa situation financière* : « à l'aise », « ça va », « c'est juste, il faut faire attention », « j'y arrive difficilement ou je n'y arrive qu'en faisant des dettes ». Une autre question demandait plus précisément au chef de ménage ou à son conjoint « ...le montant total des ressources du ménage sur les 12 derniers mois, en comptant tout ce que vous touchez, vous et les autres personnes qui habitent avec vous ? » (revenu net de cotisations sociales et de CSG). Des tranches de revenus étaient proposées à l'interviewé. Un tri croisé entre cette question et l'opinion du ménage sur sa situation financière, a permis de se rendre compte que les réponses ne correspondaient. Parmi les ménages se déclarant « à l'aise », 14% déclarent un montant total compris entre 12 200 et 18 300€/an et 14% déclarent un montant de plus de 45 735 €/an (tranche de revenus maximale). De plus, le taux de non-réponse (refus ou ne sais pas) est de 19%. Devant la difficulté que pouvait poser une telle question (connaissance de tous les revenus du ménage, plus addition « de tête »), surtout quand elle était posée au téléphone, le choix s'est donc porté sur la question subjective de la situation financière du ménage, d'autant plus qu'à revenu égal, un ménage d'une personne ne vit pas de la même façon qu'un ménage de 4 personnes.

Les facteurs liés à la ZUS dans laquelle on vit :

- *distinction ZFU/ hors ZFU* ;
- *taux de chômage de la ZUS* : 5 classes de taux de chômage ont été déterminées, taux peu élevé (inférieur ou égal à 16%), moyen faible (compris entre 16 et 19% inclus), moyen fort (entre 19 et 22% inclus), élevé (entre 22 et 27% inclus) et très élevé (supérieur à 27%). Cette caractéristique apparaît plus pertinente qu'une simple variable géographique comme par exemple Paris/Petite couronne/Grande couronne.

Un exemple de résultats obtenus par une régression logistique :

A propos de votre quartier, êtes-vous d'accord avec la proposition suivante? "il est agréable"

	Coefficient estimé	Statistique de Wald
Taux de chômage de la ZUS peu élevé	0,31	4,49
Taux de chômage de la ZUS moyen faible	Ref.	
Taux de chômage de la ZUS moyen fort	-0,28	3,65
Taux de chômage de la ZUS élevé	-0,34	6,61
Taux de chômage de la ZUS très élevé	-0,69	16,72
ZFU	ns	0,73
ZUS hors ZFU	Ref.	
Présence d'une personne ne maîtrisant pas la langue française dans le ménage de l'individu	ns	1,14
Pas de personne ne maîtrisant pas la langue française dans le ménage de l'individu	Ref.	
Femme	ns	0,28
Homme	Ref.	
Propriétaire	0,68	29,04
Locataire privé ou autre statut d'occupation	0,44	8,58
Locataire du parc HLM	Ref.	
Personne seule	Ref.	
Couple sans enfant	ns	0,76
Couple avec enfant	ns	0,08
Famille monoparentale	ns	0,31
Autre	ns	1,68
Ancienneté dans le logement inférieure à 3 ans	0,29	4,70
Ancienneté dans le logement de 3 à 5 ans	ns	0,12
Ancienneté dans le logement supérieure à 5 ans	Ref.	
Niveau 3ème ou n'a jamais fait d'études	ns	0,19
Niveau CAP BEP BAC	Ref.	
Enseignement supérieur	ns	1,30
Individu est étudiant, élève ou en formation	0,50	8,11
Individu est actif occupé en situation précaire (CDD, temps partiel, travail à son compte) ou est au chômage, a moins de 30 ans (inclus)	ns	0,14
Individu est salarié à temps plein, a moins de 30 ans (inclus)	ns	2,02
Individu est actif occupé en situation précaire (CDD, temps partiel, travail à son compte) ou est au chômage, a plus de 30 ans	0,28	3,72
Individu est salarié à temps plein, a plus de 30 ans	Ref.	
Individu est inactif de moins de 60 ans	ns	0,97
Individu est retraité ou inactif de plus de 60 ans	0,39	5,89
Financièrement: à l'aise	0,46	5,54
Financièrement: ça va	ns	0,22
Financièrement: c'est juste, il faut faire attention	Ref.	
Financièrement: difficile ou dettes	-0,31	5,80

Lecture : la variable joue un rôle significatif au seuil de 5% dans la probabilité de répondre « oui » à la question posée si la statistique de Wald est supérieure à 4.

Si le coefficient est positif, l'impact est positif et inversement.

Exemple : le fait d'habiter une ZUS dont le taux de chômage est peu élevé, augmente la probabilité de répondre que le quartier est agréable par rapport à la situation de référence, toute chose égale par ailleurs. Par contre, elle baisse lorsque l'individu habite une ZUS dont le taux de chômage est élevé ou très élevé.

Ref : modalité de référence choisie

Ns : non significatif au seuil de 5%

ANNEXE 2 :

Liste des sigles utilisés

CDC : Caisse des dépôts et consignations

CSP : Catégorie socio-professionnelle

ENL : Enquête nationale logement

EPCV : enquête permanente sur les conditions de vie

ONZ : Observatoire National des Zones Urbaines Sensibles

RGP : Recensement Général de Population

ZFU : Zone franche urbaine

ZRU : Zone de Redynamisation urbaine

ZUS : Zone urbaine sensible

ANNEXE 3 :

Bibliographie

Allen Barbara, Bonetti Michel, *Diversité des modes d'habiter et appréciation de la gestion. Résultats d'entretiens auprès de 600 habitants dans neuf quartiers d'habitat social*, CSTB, Observatoire d'analyse des dynamiques résidentielles, mai 1998.

André Pierre, *Rapport d'information de la commission des Affaires économiques et du Plan sur l'avenir des contrats de ville*, Sénat, annexe au procès-verbal de la séance du 15 juin 2005.

Andrieux V., Herviant H., «Les habitants des quartiers modestes critiquent davantage leur cadre de vie», in *INSEE Île-de-France, Regards sur les disparités sociales et territoriales*, juillet 2003.

AORIF, *L'amélioration de la qualité du service*, AORIF-USH, n°6, octobre 2005.

Beaufils Sandrine, « Les temps de transport des actifs de villes nouvelles proches de ceux de grande couronne », *Note rapide n°394*, IAURIF, octobre 2005

BIPE-CDC, *Enquête « Vivre la ville »*, colloque Caisse des dépôts, IPSOS-BIPE, Bernard Prével, janvier 1999.

Boyer Henri et Lochard Guy, avec la participation d'André Bercoff, *Scènes de télévision en banlieues : 1950-1994*, l'INA, l'Harmattan, 1998.

Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Île-de-France, « Regards sur la politique de la ville », IAURIF, n°123, 2^e trimestre 1999.

Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Île-de-France, Supplément Habitat, « Politique de la ville », IAURIF, n°39, juin 2005.

Choffel Philippe, «Les conditions de vie dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville», in *Données Urbaines*, n°1, Anthropos, 1996, p. 123-133.

Grafmeyer Yves, «Sociabilités urbaines», in *Le logement en questions*, coordonné par F. Ascher, éd. de l'Aube, 1995, p. 189-212.

Guigou Brigitte, « Les habitants des zones urbaines sensibles d'Île-de-France et leur quartier », in *Cahiers de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Île-de-France, Supplément Habitat*, n 39, juin 2005, p. 2-19.

Guigou Brigitte, « *Les démarches de gestion urbaine de proximité* », Note rapide n° 342, IAURIF, juillet 2003.

Guillouet Jean-Jacques, Omalek L, Laroche N., Wernert I., *Les conditions de logement en Île-de-France en 2002*, IAURIF, INSEE, DRE-Île-de-France, 2004.

Heurtel Hélène, *Victimation et sentiment d'insécurité en  le-de-France. Résultats de la 2 e enq ete –2003*, Paris, IAURIF, 2004.

IAURIF, *Atlas des quartiers en politique de la ville*, Région  le-de-France, Préfecture d' le-de-France, Caisse des dépôts et consignations, INSEE, juin 2005.

Lacoste Gérard, Mandon Olivier, «L'évolution des zones urbaines sensibles d' le-de-France depuis 1990», in *Supplément Habitat aux Cahiers de l'IAURIF*, n o 32, Paris, IAURIF, juin 2002, p. 2-9.

Lagrange Hugues, *Demandes de sécurité. France, Europe, Etats-Unis*, La république des idées, Seuil, 2003.

Observatoire national des zones urbaines sensibles, *Rapport 2004*, Paris, DIV, 2004.

Observatoire national des zones urbaines sensibles, *Rapport 2005*, Paris, DIV, 2005.

Perianez Manuel, « La gêne attribuée au bruit : approche anthropologique », in *Diagonal*, n o71, Paris, 1988, p. 38-41.

Peyrat Didier, *Habiter, cohabiter. La sécurité dans le logement social*, Rapport remis à M.N. Lienemann, Secrétaire d'état au Logement, Paris, ministère de l'équipement, des Transports et du Logement, 2002.

Pottier M-L., Robert Ph., Zauberman R., *Victimation et insécurité en  le-de-France. Les résultats de la première enq ete – 2001. Rapport final*, Paris, IAURIF, CESDIP-CNRS, 2002.

Rizk Cyril, «Citadins, votre quartier est-il agréable à vivre ?», in *INSEE Première*, n o 934, décembre 2003.

Rizk Cyril, «Le cadre de vie des ménages les plus pauvres», in *INSEE Première*, n o 926, octobre 2003.

Sagot Mariette, *Géographie sociale et pauvreté. Les ménages pauvres franciliens et leurs conditions de logement*, vol 1., Contrat d'objectifs Etat-IAURIF, mars 2001.

Sagot Mariette, *Géographie sociale et pauvreté. La mobilité résidentielle des Franciliens au regard du revenu, de l'espace et du logement*, vol. 3, Contrat d'objectifs Etat-IAURIF, janvier 2002.

Simmel Georg, « Métropoles et mentalités (1903) », in *L' cole de Chicago. Naissance de l'écologie urbaine*, textes traduits et pr esent es par Y. Grafmeyer et I. Joseph, Aubier, 1979, p. 61-78.